

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 19. Juni 2006

Lundi, 19 juin 2006

16.30 h

05.080

Neue Regionalpolitik. Bundesgesetz

Nouvelle politique régionale. Loi fédérale

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 16.11.05 (BBl 2006 231)
Message du Conseil fédéral 16.11.05 (FF 2006 223)

Ständerat/Conseil des Etats 07.03.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 15.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.06 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 23.06.06 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 23.06.06 (Schlussabstimmung – Vote final)

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Nachdem wir die Vorlagen 2 bis 5 dieses Geschäftes bereits behandelt haben, beraten wir heute die Vorlage 1.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Les outils de la politique régionale que nous connaissons aujourd'hui remontent aux années 1970. Ils ont été mis en place par couches successives afin de répondre aux questions qui se sont posées, notamment sous l'angle du développement structurel des régions. Ainsi, la politique régionale a toujours eu comme but de répondre à des exigences concrètes, soit pour soutenir le développement économique et le développement d'infrastructures dans les régions périphériques, soit pour encourager la diversification industrielle dans les régions trop fortement dépendantes d'une seule industrie ou encore pour soutenir et encourager la coopération transfrontalière. Des instruments ont été ajoutés au fil du temps, notamment pour la promotion de la coopération transfrontalière.

Actuellement, le délai pour les outils de la politique régionale arrive à son terme et je vous rappelle ici que notre conseil a décidé durant la session de mars de proroger la validité de l'ensemble des outils de la politique régionale jusqu'au 31 décembre 2008, afin qu'il soit possible de débattre avec toute la sérénité requise de la nouvelle politique régionale, sans courir le risque de voir les instruments actuels devenir caducs les uns après les autres durant le processus parlementaire. La prorogation a été adoptée il y a quelques jours par le Conseil national. Elle doit donc passer en votation finale à la fin de la semaine.

Les conditions que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas identiques à celles qui prévalaient dans les années 1970, au moment de la création de la politique régionale. Puisque les conditions ont changé, il est devenu nécessaire de repenser et de revoir l'ensemble de la politique régionale. On doit d'abord souligner que les objectifs poursuivis par la nouvelle politique régionale ne sont pas les mêmes que ceux qui prévalaient dans les années 1970. Ensuite, la nouvelle politique régionale propose d'intégrer tous les outils sous un même toit, dans une même loi-cadre, c'est-à-dire dans une loi qui devra encore être concrétisée dans des programmes, d'entente avec les cantons notamment.

Au final, il reste le but de conserver des activités et des emplois ailleurs que dans les seuls centres urbains, mais en

soutenant des projets en fonction de leur contribution à la croissance et à la création d'emplois dans les régions, en assurant la coordination avec les politiques sectorielles et en mettant en place un système de connaissances sur le développement régional. La loi prévoit aussi naturellement une évaluation régulière des mesures appliquées.

Je vais maintenant tenter de mettre en évidence les principales caractéristiques du projet de nouvelle politique régionale.

Premièrement, ce projet doit apporter plus de clarté et plus de transparence dans la politique régionale. En intégrant tous les outils dans une même loi, en prévoyant les mécanismes de coordination entre ces outils, le projet de nouvelle politique régionale assure une meilleure transparence et une meilleure prévisibilité de ce que fait et fera la politique régionale.

Deuxièmement, ce projet doit permettre à l'avenir d'encourager encore les régions à prévoir leur développement et à l'envisager globalement. Et j'aimerais vous rappeler que l'un des grands mérites de la politique régionale est justement d'avoir incité les régions à planifier et à prévoir leur développement.

Troisièmement, ce projet soutient l'idée que les chances de développement économique doivent être accessibles à de larges régions. Les régions périphériques ne se nourrissent pas seulement de leur proximité plus ou moins grande avec les plus grands centres urbains.

Ce projet a été largement négocié avec les cantons. Dans un premier temps, le projet du Conseil fédéral avait subi des critiques assez vives. Ce projet a ensuite été revu et modifié avec l'appui des cantons, pour finalement aboutir à un projet assez consensuel. Et le projet qui nous est présenté aujourd'hui, que la commission a passé en revue, atteint à mon sens un certain équilibre. Il prévoit aussi bien des mesures d'encouragement et de soutien à la coopération transfrontalière, que des mesures pour développer les infrastructures dans les régions périphériques, ou encore des allègements fiscaux pour encourager l'installation de nouvelles entreprises et la création d'emplois.

Il s'agit d'un équilibre relativement fin et je crois qu'il faut rappeler ici qu'il serait assez risqué de vouloir le modifier, ce qui pourrait mettre en danger l'ensemble du projet. La commission a adopté ce projet, à l'unanimité, après avoir peu modifié le projet du Conseil fédéral.

Un débat d'entrée en matière doit nous permettre aussi de poser des questions fondamentales et de mentionner aussi certaines critiques qui ont été formulées à l'extérieur de nos murs contre la politique régionale. On a pu entendre, d'abord, qu'une politique régionale ne serait aujourd'hui plus nécessaire, car il faudrait admettre que les pôles de développement et de croissance sont concentrés dans les centres urbains, et pas dans les autres régions. On a pu entendre, aussi, qu'une politique régionale ne serait aujourd'hui plus nécessaire, car la nouvelle péréquation financière permet de tenir compte des différences qui existent entre les régions et de gommer ces différences.

Sur le premier point, la commission a implicitement admis que ce n'était pas le cas. Elle a également admis qu'une certaine égalisation des chances de développement était une des conditions importantes au développement harmonieux d'un pays fédéraliste. Il serait en outre assez risqué de vouloir opposer les régions du pays, et en particulier de vouloir opposer les centres urbains aux autres régions.

Ce serait risqué aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique: d'abord, parce qu'un pays fédéraliste se nourrit de la solidarité qui existe entre ses régions; de trop grandes disparités entre les régions créent des tensions qui sont négatives pour l'ensemble du pays. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à l'échelle européenne, l'Union européenne a mis en place un très important programme de convergence des régions.

Ensuite, ce serait aussi risqué sur le plan économique, parce que le projet de politique régionale contient des pans importants qui s'adressent à l'ensemble du pays, et pas seulement aux régions périphériques. La politique transfronta-

lière, par exemple, concerne aussi de grands centres urbains et la nouvelle politique régionale est aussi extrêmement utile pour toutes les régions frontalières, qu'elles soient urbaines ou non.

Sur le deuxième point, il est vrai que le peuple et les cantons ont adopté en 2004 une nouvelle péréquation financière, qui vise à corriger les différences de ressources entre les régions. Les montants distribués sont libres dans leur affectation.

Il faut voir que les objectifs de la politique régionale sont différents. Ils visent au développement des structures, et l'affectation des montants n'est pas libre pour les cantons, puisqu'il s'agit de contributions à fonds perdus ou de prêts destinés spécifiquement à soutenir des projets particuliers.

Puisque la nouvelle péréquation financière et la politique régionale poursuivent des buts différents, ce sont des politiques qui sont complémentaires et qui ne sont pas substituables. Voilà pour la réponse institutionnelle; mais, au-delà de cette réponse institutionnelle, on peut aussi rappeler que les effets de la nouvelle péréquation financière ne sont pas aussi importants sur l'ensemble des régions que cela aurait pu le paraître dans un premier temps. Si l'on compare les effets de la nouvelle péréquation financière, avec les différences qui subsistent entre les régions, en termes de revenu cantonal par habitant par exemple, on se rend compte qu'il existe encore de grandes différences. On se rend compte aussi que les montants transférés par la nouvelle péréquation financière représentent en moyenne 4 pour cent de la différence du revenu cantonal avec le revenu moyen dans les cantons concernés. Je peux vous donner des exemples précis: on peut penser au canton des Grisons, dans lequel la part cantonale touchée avec la nouvelle péréquation financière correspond à moins de 1 pour cent de la différence du revenu par habitant avec la moyenne suisse; le canton du Valais se trouve dans une situation similaire.

Lors de la discussion par article, je reviendrai sur différents articles, notamment sur les questions qui concernent la coopération transfrontalière et sur les allègements fiscaux, puisque des propositions individuelles ont été déposées concernant ces articles.

Avec ces considérations, je vous recommande, au nom de la commission, qui a pris sa décision à l'unanimité, d'entrer en matière sur ce projet.

Lauri Hans (V, BE): Wie der Bundesrat in der Botschaft zur neuen Regionalpolitik schreibt, versteht sich diese in erster Linie als regionale Strukturpolitik. Der Förderansatz ist auf die Unterstützung regionaler Innovations- und Wachstumsimpulse ausgerichtet. Dem entspricht der sogenannte erste Grundsatz, auf den sich diese neue Regionalpolitik ausrichten soll, nämlich: Die Regionen haben eigene Initiativen zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit und zur Erhöhung der Wertschöpfung zu entwickeln. Entscheidend für den Erfolg der neuen Instrumente – die ich unterstütze – wird sein, dass es gelingt, den damit verbundenen zentralen politischen Gedanken in die Wirklichkeit umzusetzen, nämlich einen Wettbewerb der guten Ideen der interessierten und innovativen Unternehmen und Regionen auszulösen und damit zu einer Art neuer Mentalität im Vergleich zur bisherigen Regionalpolitik zu kommen. Ich hoffe sehr, dass sich das Volkswirtschaftsdepartement und das Seco beim Vollzug stets auf diese Grundsätze besinnen und der Gefahr widerstehen werden, mit der Regionalpolitik auch in Zukunft stark distributiv tätig zu sein. Dies sollte allerdings umso leichter gelingen, als es neu Aufgabe des NFA sein wird, die kantonalen Unterschiede in Bezug auf Ressourcenausstattung und unbeeinflussbare Strukturlasten auszugleichen.

Zwei Instrumente stehen hier in diesem Zusammenhang zur Verfügung – der Berichterstatter hat darauf hingewiesen –: einerseits der Ressourcenausgleich, von dem insbesondere auch die peripheren und oft eben wirtschaftsschwächeren Kantone profitieren werden, und andererseits der geografisch-topografische Lastenausgleich. Wer dazu die sehr aktuelle neue Globalbilanz des Finanzdepartementes vom 1. Juni konsultiert, stellt die hohe Zielgenauigkeit dieses

neuen Lastenausgleichsgefässes fest. Allein über dieses Instrument könnten ab Inkrafttreten des NFA Mittel in der Grössenordnung von vielleicht 250 bis 300 Millionen Franken pro Jahr in die berechtigten Kantone fliessen. Diese Prognose kann man heute wagen, auch wenn wir die Dotierung aufgrund der dritten NFA-Botschaft bekanntlich erst im nächsten Jahr vornehmen werden. Mit der heute hier verhandelten Vorlage werden demgegenüber pro Jahr eben rund 70 Millionen Franken in die Regionen fliessen.

Dies führt zu einem weiteren und letzten Gedanken: Man muss sich bewusst sein, dass die direkten Wirkungen der neuen Regionalpolitik im Vergleich zu den Sektoralpolitiken, zu den Leistungen im Service public und zum NFA stets deutlich beschränkt sein werden.

Letztlich wird es für die wirtschaftlich schwächeren Gebiete entscheidender sein, was wir in der Verkehrs-, Versorgungs-, Energie- und Landwirtschaftspolitik beschliessen als in der Regionalpolitik im engen Sinn. Dies soll nun allerdings nicht als abwertende Qualifizierung verstanden werden, sondern als Aufforderung, Regionalpolitik stets aus einer übergreifenden Gesamtsicht heraus zu verstehen und zu betreiben.

Aber trotzdem: Vor allzu hohen, isolierten Erwartungen aufgrund der heute hier verhandelten Vorlage sei gewarnt.

Inderkum Hansheiri (C, UR): Dieses Geschäft wurde ja, wir haben es gehört, von der WAK vorberaten, also von derjenigen Kommission, die sich vor allem mit wirtschaftspolitisch relevanten Geschäften beschäftigt. Es ist offensichtlich, dass die neue Regionalpolitik einen starken Bezug zur Wirtschaftspolitik und zu anderen Politikbereichen hat, aber Regionalpolitik ist auch von eminent staatspolitischer Bedeutung. Die Hauptfrage ist natürlich: Braucht es überhaupt eine Regionalpolitik? Ich meine, dass sich diese Frage vor allem deswegen stellt, und zwar ungeachtet des Artikels 103 der Bundesverfassung, weil in der Schweiz im Unterschied etwa zu Italien oder Frankreich die Regionen für den föderalistisch geprägten staatsrechtlichen Aufbau bekanntlich keine Einheiten bilden. Die Regionen werden als solche auch nicht in der Bundesverfassung erwähnt, wohl aber Städte und Agglomerationen, die Berggebiete und die Landesgegenden. Aber es ist natürlich klar, dass faktisch auch in der Schweiz Regionen bestehen.

Die politische Grundsatzfrage, die sich nun stellt, ist, ob sich der Staat und damit die Politik der Unterschiedlichkeiten der einzelnen Regionen anzunehmen haben, und zwar im Sinne einer Steuerung. Dabei ist meines Erachtens zunächst von einigen Tatsachen auszugehen, nämlich davon, dass heute drei Viertel der in der Schweiz sesshaften Menschen oder etwa 5,3 Millionen in Agglomerationen wohnen, dass sich heute 82 Prozent aller Arbeitsplätze des zweiten und dritten Sektors im städtischen Raum befinden und dass der städtische Raum klar der Motor der wirtschaftlichen Entwicklung unseres Landes ist. Von Bedeutung ist nun aber, dass es ohne Zweifel im übergeordneten Interesse unseres Landes liegt, dass auch die übrigen Gebiete – das Berggebiet, der weitere ländliche Raum und die Grenzgebiete – nicht einfach verkümmern, sondern mit Leben erfüllt werden. Lebensraum aber, wir wissen das zur Genüge, ist immer auch Wirtschaftsraum. Indes ist aufgrund ihrer vorgegebenen Verhältnisse offensichtlich, dass nicht alle Regionen gleiche oder auch nur annähernd gleiche Chancen haben, insbesondere hinsichtlich ihrer wirtschaftlichen Entwicklung.

Die wirtschaftliche Situation und Befindlichkeit einer Region ist aber von entscheidender Bedeutung dafür, dass die Menschen überhaupt dort leben. Das Wirtschaftliche ist somit eindeutig das Primäre, aber nicht das Einzige. Eine gute Regionalpolitik ist auch im Interesse unserer Gesellschaft. Es sei nicht zuletzt daran erinnert, dass das Berggebiet und der übrige ländliche Raum auch immer wieder grosse Persönlichkeiten auf dem Gebiete von Kunst und Kultur hervorgebracht haben. Es ist offensichtlich, dass die Menschen, die im Berggebiet und im übrigen ländlichen Raum leben, auch durch die topografischen Verhältnisse geprägt sind.

Fazit: Regionalpolitik im Sinne von spezifischen und natürlich vor allem flankierenden Massnahmen, welche zum Ziel haben, die Unterschiedlichkeiten der verschiedenen Regionen unseres Landes aus einer staatspolitisch übergeordneten Sicht zu beurteilen und entsprechend zu steuern, das ist wahrhaft ein Muss.

Zur Frage: Welches sind denn die Kriterien für diese übergeordnete Sicht und Steuerung? Meines Erachtens ergeben sich diese Kriterien in erster Linie aus dem Zweckartikel (Art. 2) der Bundesverfassung, insbesondere aus dessen Absatz 2, der besagt: die Förderung der gemeinsamen Wohlfahrt, der nachhaltigen Entwicklung, des inneren Zusammenhalts unseres Landes und schliesslich der kulturellen Vielfalt des Landes. Aus diesen übergeordneten Kriterien ergeben sich dann auch die Eckwerte einer aus meiner Sicht richtig verstandenen Regionalpolitik; ich will sie nur stichwortartig erwähnen.

Es ist natürlich in erster Linie die Wahrnehmung der Selbstverantwortung. Ich meine mit Selbstverantwortung nicht nur die kollektive, sondern auch die individuelle. Unter dem Titel «Kollektive Selbstverantwortung» verstehe ich beispielsweise die Nutzbarmachung vorhandener Potenziale wie landschaftliche Schönheiten, gute Verkehrserschliessung und mythisch überlagerte, für das nationale Bewusstsein bedeutungsvolle Orte – selbstverständlich dort, wo es solche hat. Als Urner denke ich natürlich insbesondere an den Gottthard und an das Rütli.

Ich meine, dass es auch ein wichtiger Eckwert ist, dass man den Kantonen die vorhandenen Ressourcen belässt; und da denke ich in erster Linie, aber nicht nur, an die Wasserkraft. Ich glaube ferner, dass es auch wichtig ist, ein vernünftiges Verhältnis zwischen Nutzen und Schutz hinzukriegen. Hier geht es natürlich um gewisse Vorgaben in Bezug auf den Erlass der Gesetzgebung und auch mit Bezug auf völkerrechtliche Verträge – zu denken ist insbesondere an einige Ausführungsprotokolle zur Alpenkonvention. Dann kommt natürlich das hinzu, was Kollege Lauri gesagt hat: dass es vor allem auf die Regionalpolitik im weiteren Sinne ankommt, also auf die übrigen Politikbereiche, welche für die Entwicklung der Berggebiete und des übrigen ländlichen Raums von Bedeutung sind. Weiter möchte ich erwähnen, dass wir bei der Regionalpolitik, sei es im eigentlichen oder im weiteren Sinne, auch darauf achten müssen, dass wir nicht in ein – ich möchte nicht von «Feindeshaltung» sprechen – unnötiges Spannungsverhältnis zu den Städten und Agglomerationen kommen, denn diese sind ohne Zweifel der Motor der Wirtschaft, und sie sollen in der Entwicklung nicht behindert werden.

Was ergeben sich aus meiner Sicht daraus für Schlussfolgerungen? Ich meine, dass die neue Regionalpolitik, wie sie uns der Bundesrat vorschlägt, insgesamt als positiv und als richtig bezeichnet werden kann. Ich glaube, dass es – und das hat auch Kollege Lauri schon gesagt – sehr darauf ankommen wird, dass diese Vorlage dann auch ihrem Sinne und Geiste entsprechend durchgesetzt wird. Ich will nicht verhehlen, Herr Bundesrat, dass aus meiner Sicht – aber ich bin nun eben nur ein kleiner Feld-, Wald- und Wiesenanwalt – die Botschaft über weite Teile sehr, sehr theoretisch ist und sich teilweise auf sehr hohem Abstraktionsniveau bewegt. Ich hoffe, dass die praktische Ausgestaltung so sein wird, dass die Ziele dann auch tatsächlich und effizient erreicht werden können.

Als weitere Schlussfolgerung ergibt sich aus diesen Ausführungen, dass das Gesetz nicht befristet werden sollte. Ich glaube nicht, dass sich die Rahmenbedingungen wesentlich ändern werden, aber darauf werden wir dann in der Detailberatung noch zurückkommen.

Stadler Hansruedi (C, UR): Die Vorteile eines Feld-, Wald- und Wiesenanwaltes liegen darin, dass er immer die Sicht für das Ganze hat. Diese Vorlage hat eine lange Geschichte, deshalb lohnt es sich eigentlich schon, einige Worte darüber zu verlieren.

Die Regionalpolitik hat für mich, wie für Kollege Inderkum, auch eine staatspolitische Bedeutung. Kollege Inderkum hat

dies vertieft und sehr eindrücklich dargelegt. Ich nähere mich dem Thema etwas von der Seite der Befindlichkeit der Menschen in diesen Regionen. Nach den Vorschlägen von Avenir Suisse soll unser Land in eine rentable und eine unrentable Schweiz eingeteilt werden. Somit wäre ich ein Vertreter der unrentablen Schweiz.

Ein Professor Thierstein sagte zu dieser Strategie in einem Artikel: «Denkbar wäre dort – d. h. in den Randgebieten – in den nächsten 20 bis 30 Jahren ein räumlich gezieltes Zurückbauen der allgemeinen Infrastrukturen. Die Menschen, die dort leben wollen, müssten weitestgehend ohne öffentliche Dienstleistungen, also ohne Wasser- und Stromversorgung oder Strassenunterhalt, auskommen. Dadurch würden dann wieder neue Freiräume entstehen, die ihren eigenen Reiz hätten.» Da sage ich einfach: Nein danke! Da fehlt ja eigentlich nur noch Thomas Held als Safariführer mit finnischen Bärenhunden auf den Spuren von Bruno. Die Zukunftsperspektiven für den ländlichen Raum und die Berggebiete sehe ich nicht in einem konservierten Naturreiservat oder in einem Sahlenweidli à la Gotthelf, sondern in einem Lebens- und Wirtschaftsraum in seiner ganzen Vielschichtigkeit.

Was heisst denn überhaupt rentabel und nichtrentabel? Natürlich wird heute den Leistungen der Bildungseinrichtungen und der kulturellen Institutionen oder den Leistungen im Gesundheitswesen ein frankenmässiger Preis zugeordnet. Zentrumsleistungen sind deshalb finanziell abzugelten; das ist richtig so, das unterstütze ich auch.

Welches ist aber der Preis für die Funktion als Trinkwasserreservat, für die Wasserkraft, die Energieproduktion, die Transitleistungen für Güter, Personen und Energie oder auch der Preis für die Funktion als Erholungs- und Freizeitgebiet sowie als Rückzugsgebiet für Pflanzen und Tiere? Hier spricht man dann nicht von der Abgeltung irgendwelcher Leistungen, sondern von Subventionen. Diese haben dann den Geschmack einer milden Gabe und nicht der Abgeltung einer Leistung. Ich danke deshalb dem Bundesrat, dass er mit seiner Vorlage zur neuen Regionalpolitik auch ein Bekenntnis zu den Regionen abgibt, ein Bekenntnis zum ländlichen Raum, zu den Berggebieten. Das Ziel der neuen Regionalpolitik muss sicher einmal die Steigerung der regionalen Wertschöpfung und der Wettbewerbsfähigkeit sein, um so einen Beitrag zur Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen zu leisten. Der neuen Regionalpolitik kommt eine grosse ökonomische Bedeutung zu, aber sie hat auch eine staatspolitische Bedeutung.

Ich unterstütze diese Vorlage grundsätzlich. Dabei möchte ich aber folgende Punkte hervorheben: Die heutigen Instrumente der Regionalpolitik sind und waren nicht unnütz, sondern sie haben zu erheblichen Fortschritten geführt. Es braucht nun aber Instrumente, die den neuen Herausforderungen und den neuen Zielen gerecht werden. Agglomerations- und Regionalpolitik sind nicht gegeneinander auszuspielen. Beides ist wichtig. Wir als Vertreter der Berggebiete und des ländlichen Raums müssen auch für die besonderen Probleme der Städte Verständnis zeigen. Ziel einer Verständigungspolitik – dieser Politikbereich schlummert heute etwas – wäre es eigentlich, mitzuhelfen, die gegenseitigen Vorurteile abzubauen. Regionalpolitik ist auch Raumordnungspolitik; es besteht ein Abstimmungsbedarf zwischen Regional- und Raumplanung.

Der neue Finanzausgleich ersetzt die Regionalpolitik auch nicht. Neuer Finanzausgleich und Regionalpolitik gehören wie Zwillinge zusammen. Sektoralpolitik heisst auch Regionalpolitik. Bei den sektoralen Aufgaben werden meines Erachtens auch heute noch die regionalpolitischen Aspekte zu wenig mitberücksichtigt. Wenn ich die strategischen Ziele des Bundesrates für die SBB, die Post und die Swisscom betrachte, stelle ich fest, dass es jeweils auch regionalpolitische Aussagen gibt. Dies bleibt aber häufig ein frommer Wunsch. Meines Erachtens könnten die Regiebetriebe des Bundes als Arbeitgeber auch heute noch eine grössere regionalpolitische Verantwortung übernehmen, ohne dass dies schon betriebswirtschaftlich unsinnig wäre.

Schlussendlich zwingen uns die beschränkten finanziellen Mittel für die Regionalpolitik zu einer Schwerpunktsetzung, so unter anderem im räumlichen Bereich und im inhaltlichen Bereich.

Zu Artikel 20, «Zusammenarbeit», werde ich mich noch in der Detailberatung äussern. Zur vorgesehenen Befristung bemerke ich bereits an dieser Stelle: Aufgrund der Begründung des Bundesrates könnte eigentlich fast jedes Bundesgesetz befristet werden. Ich bin gegen diese Befristung. Der Bund muss als Partner in der Regionalpolitik auch minimal verlässlich und kalkulierbar sein.

Ich ersuche Sie natürlich, auf diese Vorlage einzutreten.

Maissen Theo (C, GR): Ich möchte zuerst festhalten, dass es sehr erfreulich ist, dass die Vorlage über die neue Regionalpolitik nach einem langen Weg – man kann fast sagen: doch noch – ins Parlament kommt. Ich war seinerzeit Mitglied der ausserparlamentarischen Expertengruppe, welche einen Bericht über die Neukonzeption der Regionalpolitik ausarbeitete. Schon damals stellte man fest, dass es Strömungen gibt, die grundsätzlich gegen die sogenannt explizite Regionalpolitik des Bundes sind. Begründet wurde dies und wird dies zum Teil auch heute noch damit, dass das, was die Regionalpolitik machen könne oder machen solle, nun eigentlich durch die NFA – die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen – geregelt sei. So hat z. B. die Kommission für Konjunkturfragen im Juni 1999 in einem Bericht an den Bundesrat Folgendes geschrieben: «Die genannten Massnahmen sollten aufgehoben und die Zielsetzung im Rahmen des Finanzausgleiches realisiert werden.» Unter den genannten Massnahmen erwähnte die Kommission die Bürgerschaftsgewährung im Berggebiet, die Erarbeitung regionaler Entwicklungskonzepte und die Finanzierungsbeihilfen für wirtschaftlich bedrohte Regionen.

Dahinter sind zwei Fehlüberlegungen zu erkennen. Die erste Fehlüberlegung: Bei der NFA wurde überhaupt nie thematisiert, dass die Regionalpolitik tel quel vom Bund an die Kantone übertragen werden solle. Man muss auch sehen, dass die Regionalpolitik eine völlig andere Funktion als der Finanzausgleich hat. Ihr oberstes Ziel soll die nationale Kohäsion sein. Es geht in der Regionalpolitik um die Förderung, damit endogene Potenziale der Regionen bestmöglich ausgeschöpft werden können. Das heisst also: Finanzausgleich und Regionalpolitik sind nicht gegenseitig austauschbar, sondern sie sind komplementär, sie ergänzen sich.

Die zweite Fehlüberlegung ist vielleicht politisch etwas heikler, aber ich erwähne sie trotzdem: Wenn man nämlich Regionalpolitik auf Bundesebene formell abschaffen würde, hätten wir nach wie vor faktisch eine Regionalpolitik. Das ist bereits im Votum von Herrn Lauri angeklungen. Das wäre deshalb so, weil die meisten Sektoralpolitiken erhebliche regionalpolitische Effekte haben.

Denken Sie zum Beispiel an den Infrastrukturfonds, den wir jetzt im Parlament diskutieren. Da werden 6 Milliarden Franken für den Agglomerationsverkehr eingesetzt. Das ist nichts anderes als Regionalpolitik. Ich habe nichts gegen diese 6 Milliarden Franken. Ich weiss, dass die Zentren leistungsfähige Verkehrsträger brauchen. Aber es ist falsch zu meinen, es werde eben dann keine Regionalpolitik mehr gemacht, wenn man die explizite Regionalpolitik, wie wir sie heute diskutieren, als Bundesaufgabe eliminiert.

Sie können nun natürlich sagen, auf der anderen Seite investiere man ja im Alpenraum auch Milliarden in die Neat. Nun ist es so, dass dort gerade auch die positiven regionalwirtschaftlichen Effekte im Norden und Süden des Alpenkamms ausserhalb des Berggebietes anfallen. Das ist die regionalpolitische Wirkung.

Ein letzter Punkt bezüglich regionalpolitischer Wirkungen, die nicht in der expliziten Regionalpolitik festzulegen sind: Ich denke zum Beispiel an den Energiebereich. Wir wissen heute, dass die Stromgesellschaften dank der Knappheit beim Strom, die heute zum Teil aktuell ist und sich noch mehr abzeichnet, sehr hohe Erträge und Gewinne haben, ohne dass die Abgeltung der Ressourcen, nämlich der Was-

serkraft über die Wasserzinsen, höher geworden wäre. Das heisst also, dass hier eine Wertschöpfung aus der Ressource, die damit mehr Wert erhält, wenn eben der Markt so spielt, ausserhalb der Ursprungsregion anfällt, und damit haben wir auch hier regionalwirtschaftlich eine Umverteilung.

Eine weitere Frage, die wir in der Expertenkommission und auch nachher immer wieder diskutiert haben, ist, inwieweit Infrastrukturförderung, wie wir sie gemäss dem heute geltenden Investitionshilfegesetz machen, sinnvoll ist. Nun weiss man regionalökonomisch, dass Infrastrukturen für eine Entwicklung notwendig, aber nicht hinreichend sind. Also man kann nicht sagen, dass es Infrastrukturen, wenn sie nicht direkt den Effekt haben, den man erwartet, nicht braucht. Aber es ist eben die Grundlage, damit Entwicklung stattfinden kann. Daher habe ich immer wieder Mühe, wenn so leichthin gesagt wird, über das jetzt geltende Investitionshilfegesetz hätte man Fehlinvestitionen getätigt.

Man nennt dann immer wieder die Mehrzweckhallen, die in den Gemeinden erstellt worden sind. Ich muss Ihnen sagen, ich wohne auch in einer kleinen Berggemeinde mit etwa 220 Einwohnern, und wir haben auch eine Mehrzweckhalle mit Hilfe des Investitionshilfegesetzes gebaut. Das ist überbissen, wenn man das rein ökonomisch ansieht. Aber ich sage immer: Ein solches Gebäude in einer wenn auch kleinen Gemeinde hat die Funktion der Stube in einem Haus. Bauen Sie ein Haus ohne Stube – dann sparen Sie auch Geld. Aber das, was das Herz dieses Hauses ausmacht, haben Sie nicht. Solche Hallen, die unter dem geltenden Investitionshilfegesetz gebaut wurden, haben dieses Herz, erfüllen diese Funktion des Kerns. Sie können in diesen Bergregionen hinsehen, wo Sie wollen – diese Hallen werden in einem sehr hohen Masse, sehr intensiv gebraucht. Ich denke also, dass es höchst selten ist, dass das wirklich Fehlinvestitionen sein können.

Generell darf festgestellt werden, dass die bisherige Regionalpolitik erfolgreich war. Sie hat dazu geführt, dass man Regionen gebildet hat, dass man die Zusammenarbeit in den Regionen gefördert hat, dass man unter den Gemeinden die Selbstverantwortung und die Eigeninitiative gefördert hat. Man hat über die Sekretariate der Geschäftsstellen der Regionen Regionalmanager eingesetzt, die bei dieser Entwicklung sehr hilfreich waren und sind. Schliesslich konnte man eben doch in weiten Teilen einen Nachholbedarf bei den Infrastrukturen decken.

Das Problem in der Bewertung der bisherigen Regionalpolitik ist – und das wird auch bei der zukünftigen so sein –, dass diese Erfolge nicht präzise messbar sind. Denn wir wissen nicht, wie die wirtschaftliche Entwicklung gewesen wäre, wie sich die Abwanderung oder die Migration generell entwickelt hätte, wenn wir diese Massnahmen nicht getroffen hätten. Wir haben aber Beispiele aus dem Ausland, an denen man sieht, dass eben dort, wo solche Massnahmen nicht getroffen wurden, die Abwanderung erheblich grösser ist als im schweizerischen Berggebiet. Dazu kommt, dass das Berggebiet der Schweiz, Alpen und Jura, zwei Drittel der Landesfläche ausmachen. Kein anderes Land in Europa hat einen so hohen Anteil an Berggebieten. Der Verzicht auf diesen Raum als Ressource wäre staatspolitisch und auch ökonomisch ein grosser Fehler.

Ich stehe hinter dem Paradigmenwechsel, der nun mit der neuen Regionalpolitik vorgenommen wird und bei dem man vermehrt die regionale Wertschöpfung stärken und die Wettbewerbsfähigkeit verbessern will; dies anstelle der Förderung traditioneller Infrastrukturen oder teilweise als Ersatz dafür. Aber wir müssen wissen, dass mit der bisherigen Regionalpolitik praktisch ein Verbot bestanden hat, in diesen Bereichen aktiv zu werden. Wenn man Projekte hatte, die in diese Richtung gingen, wurden sie nicht gefördert. Mit welcher Begründung? Man befürchtete Wettbewerbsverzerrungen. Die Analyse der Botschaft, dass man zu wenige Projekte gefördert habe, die direkt Innovationsprozesse auslösen oder neue dauerhafte Arbeitsplätze schaffen würden, wie es auf Seite 241 heisst, kann man so nicht stehen lassen. Man hatte gar nicht den Willen der Behörden und möglicherweise auch nicht die gesetzliche Grundlage dazu.

Ich bin nun gespannt, wie man diese Gratwanderung mit der neuen Regionalpolitik machen will, dass man diesen Konflikt bezüglich der Wettbewerbsverzerrung nicht mehr hat. Ich kenne viele Projekte, die zu fördern interessant gewesen wären, die man aber mit dieser Begründung nicht gefördert hat. Herr Bundesrat Deiss, da wäre ich froh, wenn man uns sagen würde, wie diese Gratwanderung gemeistert wird, ob man wirklich bereit ist, in das zu investieren, was bis anhin nicht gefördert worden ist, so, wie es in der Botschaft kritisiert wird. Wichtig ist, dass wenigstens die Entwicklungsinfrastrukturen, vor allem im Tourismus, gefördert werden.

Ein letztes Anliegen, das ich hier einbringen möchte, ist die Diskussion über die peripheren und schlecht erreichbaren Gebiete, wie sie auf Seite 276 der Botschaft abgehandelt sind. Das sind nicht ganze Regionen, das sind Talschaften innerhalb von Regionen; es sind sogenannte potenzial-schwache Räume. Ich bin davon überzeugt, dass es hier innerhalb der neuen Regionalpolitik nach wie vor Massnahmen und Unterstützung für die Verbesserung der Infrastrukturen braucht. Sie sind dort noch unzureichend. Das muss auch in der neuen Regionalpolitik Platz haben. Ich habe mich immer dafür eingesetzt, dass man in der Euphorie dieser theoretischen Modelle nicht den Blick auf die Praxis und die Realität verliert. Es geht darum, dass man Handlungsspielräume nutzen kann, wie dies die Botschaft vorsieht. Auf Seite 276 heisst es: «Gestützt auf die Ziele und Strategien der Kantone können Bund und Kantone im Rahmen des Mehrjahresprogramms einen entsprechenden Schwerpunkt erarbeiten.» Das ermöglicht also einen Schwerpunkt für die peripheren und schlecht erreichbaren Gebiete. Ich habe hier einige Erwartungen, dass das auch gemacht werden kann. Zu den Mehrjahresprogrammen: Herr Bundesrat, ich bitte Sie, soweit Sie darauf noch Einfluss nehmen können: Machen Sie diese Mehrjahresprogramme nicht zu kompliziert, zu formell, zu formalistisch. Stellen Sie darin nicht zu viele formelle Anforderungen. Setzen wir die Arbeitskraft bei der Umsetzung ein und nicht beim Programmeschreiben. Ich bin für Eintreten.

Fetz Anita (S, BS): Ich bin für Eintreten auf die Vorlage «Neue Regionalpolitik»; dies aber nicht nur, weil unsere Bundesverfassung uns dazu verpflichtet. In Artikel 103 bezeichnet sie ja die Strukturpolitik als wichtig: «Der Bund kann wirtschaftlich bedrohte Landesgegenden unterstützen Er kann nötigenfalls vom Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit abweichen.» Das ist doch eine starke Aussage, die in unserer Verfassung steht und die ich weiterhin unterstützen kann. Ich bin aber weiter auch für die neue Regionalpolitik, weil ich es einen Akt freundeidgenössischer Solidarität finde, dass die wirtschaftsstarken die strukturschwachen Regionen unseres Landes unterstützen. Dafür sprechen, das haben wir jetzt mehrfach gehört, auch staatspolitische Gründe, zu denen ich nach wie vor stehe. Dennoch erlaube ich mir, ein paar kritische Gedanken zur Vorlage anzubringen.

Doch zuerst ein kurzer Blick zurück in die Geschichte der Schweizer Regionalpolitik, die meiner Meinung nach äusserst spannend und aufschlussreich ist: Bis in die Siebzigerjahre hatte die Schweiz keine Regionalpolitik betrieben. Man überliess die räumliche Entwicklung den Marktkräften. Das Wachstum war, insbesondere natürlich nach dem Zweiten Weltkrieg, unter anderem hoch, weil Arbeitskräfte in grosser Zahl aus Branchen und Regionen mit tiefer Produktivität in solche mit hoher Wertschöpfung wanderten. Das bedeutete aber, dass die Jungen gezwungen waren, aus ländlichen und peripheren Regionen in die Städte zu ziehen, um eine gute Ausbildung zu machen und eine attraktive Stelle zu bekommen. Mein Vater gehörte auch zu jener Generation, die das Bündnerland aus diesem Grunde, wegen der Ausbildung und vor allem wegen der Stelle, verlassen musste. Der Bonny-Beschluss brachte Anfang der Siebzigerjahre sozusagen die Einführung der Regionalpolitik und ist der Inbegriff der Wirtschaftsförderung in den strukturschwachen Berg- und Landregionen der Schweiz. Der Bund hat daraufhin eine Reihe von regionalpolitischen Programmen finanziert. Seit-

her wurden Hunderte von Millionen Franken an Bundesgeldern umverteilt. Diese Regionalpolitik hat in den Siebziger- und Achtzigerjahren tatsächlich positiv gewirkt und die anvisierten regionalen Disparitäten ein wenig abbauen können. Mitte der Neunzigerjahre änderte sich durch die Globalisierung die Situation aber grundlegend. Der Standortwettbewerb wurde international. Es war und ist nicht mehr zu übersehen, dass in der modernen, nach aussen offenen Dienstleistungs- und Wissensgesellschaft die städtischen Regionen die Wachstumsmotoren der Schweizer Wirtschaft darstellen, mit all ihren positiven, aber durchaus auch negativen Folgen für die dort lebende Bevölkerung.

Der Druck zur Abwanderung ist in den ländlichen Regionen – im Gegensatz zu den Siebziger- und Achtzigerjahren – wieder sehr viel grösser. Wenn man nicht gerade in der Landwirtschaft oder im Tourismus arbeitet, dann gibt es dort wenig Perspektiven. Das können auch die vielen Millionen Bundesgelder für die Regionalpolitik nicht ändern. Deshalb ist zu begrüssen, dass die neue Regionalpolitik konzeptionell auf die Innovationsfähigkeit und die Selbstverantwortung der Regionen ausgerichtet wird. Auch müssen wir uns als Bundespolitiker die Frage gefallen lassen, ob diese grosse Umverteilung der Mittel von den wirtschaftsstarken städtischen Gebieten in die strukturschwachen Regionen der Schweiz volkswirtschaftlich sinnvoll ist – auch wenn ich vorhin gesagt habe, staatspolitisch sei dies richtig, gewichtig und unterstützenswert. Aber man muss sich schon auch die volkswirtschaftliche Frage stellen.

Eine neue Studie, die im Auftrag des Nationalfonds erarbeitet wurde, geht dieser Frage nach. Sehr kurz zusammengefasst, kommt sie zu folgendem Ergebnis: Die Kantone des Mittellandes, dazu zählen Aargau, beide Basel, Genf, Neuenburg, Solothurn, Schaffhausen, Thurgau, Zug und Zürich, bezahlen dem Bund jährlich rund 5 Milliarden Franken, das heisst im Schnitt 840 Franken pro Einwohner, unter anderem für die Regionalpolitik. Das ist nicht wenig. Ich bin der Meinung, diese Form der freundeidgenössischen Solidarität sei richtig und auch bezahlbar. Deshalb lehne ich die Vorschläge von Avenir Suisse ab.

Die Frage ist allerdings – hier beginnt das Problem –, ob die Bevölkerung der Agglomerationen auf Dauer bereit ist, diese Mittel zu bezahlen. Das hängt jetzt nicht von mir und einzelnen anderen Politikern ab, sondern das hängt davon ab, wie die Befindlichkeit in den städtischen Gebieten ist. Auch dort hat man Befindlichkeiten der Menschen zu berücksichtigen, nicht nur in den ländlichen Gebieten und in den Berggebieten. Hier stelle ich in letzter Zeit eine gewisse Absetzbewegung der Städter bezüglich Goodwill fest, die wir, meine ich, ernst nehmen sollten. Diese Absetzbewegung findet trotz des NFA statt.

Ein paar kleine Beispiele zur Verdeutlichung: Als ich mich jüngst in diesem Rat für die Unterstützung des Planungskredites für die Porta Alpina ausgesprochen hatte, wurde ich zuhause in meinem Stadtkanton ziemlich heftig kritisiert. Tenor: Wenn die in Bern den Wiesenbergtunnel nicht unterstützen, dann soll es auch keine Porta Alpina geben. Das sind neue Töne, die mich erstaunt haben; nicht die Kritik, als Politikerin ist man sich das gewöhnt, sondern mich hat die Befindlichkeit der Menschen erschreckt, die dahinter steht.

Weitere – ich nenne sie mal: «politpsychologische» – Signale mit negativem Unterton mehrchen sich in der letzten Zeit, und ich sage Ihnen: Sie müssen sie ernst nehmen. Beispiel Agrarpolitik: Die Menschen in den urbanen Zentren unseres Landes haben seit mehr als zehn Jahren keine Lohnerhöhung mehr bekommen. Währenddessen sind aber die Mieten, die Krankenkassenprämien usw. weiter massiv gestiegen, und eine Folge davon ist: Immer weniger Menschen sind bereit, die hohen Lebensmittelpreise zu bezahlen, die wir aufgrund unserer Agrarpolitik ausweisen. Wir dürfen nicht vergessen: Es gibt nicht nur arme Bergbauern, sondern es gibt auch viele arme Städter. Die Entscheide zur IV-Revision und zum Asylgesetz erleben die Menschen in den Gemeinden und Städten nicht primär als Problemlösung, sondern als ein Abschieben der Kosten auf die Sozialhilfebudgets.

Bis jetzt waren das leise Töne; seit aber erste finanzschwache Kantone dazu übergegangen sind, Steuererleichterungen für wohlhabende Personen zu gewähren, werden die negativen Stimmen aus der städtischen Bevölkerung unüberhörbar. Man hat das Gefühl, die städtischen Regionen der Schweiz seien die Milchkuhe der Nation, und wenn sie selbst einmal Unterstützung bräuchten, werde sie ihnen vom Bundesparlament vorenthalten.

Wie gesagt, ich stehe zu dieser Vorlage, aber ich wollte die Gelegenheit nutzen, um Ihnen meine Sorgen in Bezug auf die freundeidgenössische Solidarität mitzuteilen, damit Sie dann später nicht sagen können, Sie hätten es nicht gewusst. In einer kürzlich erfolgten Umfrage sprechen sich deutlich weniger Schweizerinnen und Schweizer für die Unterstützung der Rand- und Alpenregionen aus. Das ist auch eine Folge davon.

Ich unterstütze also die Vorlage. Ich wollte Ihnen diese «politpsychologischen» Befindlichkeiten einfach mitteilen, und ich möchte auch sagen: Wenn sich der Eindruck verdichtet, dass die eidgenössische Solidarität eine Einbahnstrasse ist, dann wäre das für den Zusammenhalt unseres Landes schlecht, dann würden wir alle verlieren, davon bin ich überzeugt. Es liegt deshalb an uns, insbesondere an uns Ständeräten, dafür zu sorgen, dass unsere Entscheide so ausbalanciert sind, dass sich das ganze Schweizervolk vertreten fühlt, die ländliche, die alpine und die städtische Bevölkerung.

Eidgenössische Solidarität darf keine Einbahnstrasse sein – in keine Richtung. Ich werde Ihnen in der Detailberatung zum Regionalfonds einen Antrag unterbreiten, der die genannte Balance verbessert. Dabei geht es um die Sicherung der Interreg-Projekte für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, die für die Grenzkantone sehr wichtig ist. Ich werde dies in der Detailberatung begründen.

In diesem Sinne stimme ich für Eintreten.

Stähelin Philipp (C, TG): Diese Vorlage haben wir uns auch in der Aussenpolitischen Kommission angesehen, dies selbstverständlich unter dem Blickwinkel der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Ich möchte aus der Sicht der APK einige wenige Bemerkungen anbringen.

Grundsätzlich begrüssen wir die Integration der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in die neue Regionalpolitik. Wir teilen die Meinung, dass durch die Zusammenführung sämtlicher regionalpolitischer Instrumente eine bessere Kohärenz und Effizienz der Regionalpolitik erreicht werden kann. Die APK hegt allerdings gewisse Bedenken – Sie haben gehört, dass auch meine Vorrednerin dies bereits angemerkt hat –, wonach die Beteiligung der Schweiz an der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Vergleich zu den laufenden Interreg-Programmen sowohl in inhaltlicher als auch in finanzieller Hinsicht eine Herabstufung erfahren könnte. Angesichts des grossen Nutzens dieser Programme für die Grenzkantone soll nach Auffassung der APK dieser Gefahr entgegengetreten werden, indem der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Rahmen der neuen Regionalpolitik ein gewisser Spielraum eingeräumt und dadurch ihren Eigenheiten Rechnung getragen wird.

Dies betrifft insbesondere die Zielsetzung der Programme. Indem der Zweckartikel im Bundesgesetz das Schwerkraft auf die Wertschöpfung legt, ist er nur zum Teil auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit ausgerichtet. Zahlreiche Programme von Interreg, namentlich im Kultur-, Sozial-, Gesundheits- oder Umweltbereich, verfolgen primär andere Ansätze und haben nur indirekt und langfristig betrachtet eine wertschöpfende Wirkung.

Bei der gegenwärtigen territorialen Zusammenarbeit stehen die Annäherung der Kantone an die europäische regionale Dynamik und der Aufbau von Partnerschaften mit Regionen jenseits der Landesgrenze zur Lösung gemeinsamer Probleme eben im Vordergrund. Dadurch wird ein grosses Potenzial erschlossen, das im Endeffekt allerdings auch in einen wirtschaftlichen Nutzen mündet. Man muss hier eben etwas längerfristig denken. Es muss im Übrigen dem Umstand Rechnung getragen werden, dass die grenzüber-

schreitende Zusammenarbeit eine Abstimmung mit den europäischen Partnern bedingt. Dies gilt insbesondere für die Europäische Union, welche die Grundzüge der Regional- und Kohäsionspolitik 2007 bis 2013 noch nicht definitiv festgelegt hat. Die Kantone müssen in der Lage sein, ihre grenzüberschreitenden Tätigkeiten an die Zielsetzung, die Stossrichtung und den Zeitplan der EU anzupassen.

Diesem Anliegen kommt der nun von der WAK neu eingefügte Artikel 6 Absatz 4 entgegen. Auch die APK kann die Vorlage deshalb insgesamt unterstützen. Sie wünscht aber, dass die grenzüberschreitende Zusammenarbeit über einen spezifischen Finanzrahmen verfügt, welcher mindestens dem Finanzvolumen von Interreg III, nämlich 7 Millionen Franken jährlich, entsprechen sollte. Dieser Rahmenkredit sollte rasch festgelegt werden. Mit dieser Zielrichtung ist auch Ihre APK für Eintreten.

Bonhôte Pierre (S, NE): Lorsque le Conseil fédéral a lancé en 2004 la procédure de consultation sur la première mouture du projet de nouvelle politique régionale, celui-ci avait suscité dans les cantons quelques émois, pour ne pas dire quelques sueurs froides. Il est vrai que le projet, par son caractère un peu révolutionnaire, ne semblait pas être à même de pouvoir atteindre les objectifs fixés pour la nouvelle politique régionale.

Aujourd'hui, on peut dire que le projet dont nous débattons est un projet qui devrait pouvoir réunir un large consensus, tant il apparaît que l'équilibre a été trouvé entre la nécessité d'introduire des incitations à l'innovation et celle de tenir compte par ailleurs des problèmes structurels des régions économiquement les plus faibles. Parce que si soutenir ou stimuler l'innovation est un élément essentiel de la politique régionale, il faut bien tenir compte du fait que l'innovation n'a pas forcément les mêmes chances de succès lorsqu'elle a lieu dans une région périphérique que lorsqu'elle se produit dans une métropole. Je le dis tout en insistant bien ici sur le fait que toutes les régions périphériques ne sont pas des régions rurales, mais qu'il est également des régions périphériques qui ont un caractère urbain et industriel très marqué.

Si je souhaite intervenir ici, c'est plus particulièrement sur la question d'Interreg, parce qu'il subsiste dans ce domaine, du côté des cantons frontaliers, un certain nombre d'inquiétudes. Interreg, vous le savez, c'est le programme transfrontalier de coopération de l'Union européenne, qui vise à revitaliser les régions périphériques. La Suisse est pleinement partenaire d'Interreg depuis ses débuts en 1991, et pratiquement tous les cantons de notre pays sont concernés par ces programmes, de Genève à Schaffhouse, et de Saint-Gall à Lugano – à l'exception, il est vrai, des cantons plus centraux de Fribourg ou de la Suisse centrale. Ce sont quelque 660 projets qui ont été soutenus depuis les débuts d'Interreg, avec des investissements à la clé de quelque 170 millions de francs.

Or, à l'avenir, Interreg ne sera plus un programme communautaire pour lui-même, mais il sera intégré dans l'objectif no 3 de la politique de cohésion de l'Union européenne, ce qui signifiera un changement d'organisation, et puis un cadre réglementaire probablement plus strict, auquel la Suisse devra s'adapter.

Il n'est pas certain que la nouvelle politique régionale et le projet de loi que nous discutons soient le cadre légal le plus adéquat pour la participation de la Suisse à la future politique transfrontalière de l'Union européenne, qui nécessitera assurément un surcroît de flexibilité de notre part. Ce souci avait conduit les coordinateurs Interreg des différentes régions du pays à plaider lors de la consultation pour le maintien d'Interreg hors de la nouvelle politique régionale, hors du cadre légal dont nous débattons. Cette position n'avait pas été entendue par le Conseil fédéral. La Conférence des gouvernements de Suisse occidentale avait ensuite attiré l'attention de la commission sur cette problématique et proposé un certain nombre d'amendements pour mieux tenir compte des spécificités d'Interreg du point de vue du financement et du calendrier. La commission n'a pas retenu ces amendements, les estimant trop précis. Elle s'est contentée

de proposer une modification de l'article 6 par l'adjonction d'un alinéa 4 qui prévoit dans une formulation générale la nécessité de tenir compte des nécessités de la collaboration transfrontalière.

Du point de vue formel, on peut dire que la commission a probablement eu raison, mais du point de vue politique, la situation n'est pas pour autant pleinement satisfaisante. Le principal problème qui se pose est celui du décalage temporel qui existe entre le calendrier de l'Union européenne et le calendrier helvétique. L'Union européenne, en effet, définit son troisième objectif de politique de cohésion pour la période qui va de 2007 à 2013, alors que le programme suisse de la nouvelle politique régionale se déroulera de 2008 à 2015. On sait notamment que, selon les règles fixées par l'Union européenne, les crédits qui seront accordés à un projet en 2007 devront avoir été dépensés jusqu'au 31 décembre 2009, sans quoi les partenaires devront les restituer. Cela pose donc un certain nombre de problèmes et nécessitera que des fonds puissent être, du côté suisse, engagés à partir de 2007 déjà, par anticipation sur le programme pluriannuel, faute de quoi cela pourrait causer un préjudice aux partenaires européens des projets Interreg qui seraient lancés avec une collaboration suisse. Par ailleurs, les programmes opérationnels transfrontaliers sont en cours d'élaboration dans l'Union européenne et seront terminés au deuxième semestre 2006. Ils seront contraignants et devront être approuvés par l'Union européenne.

Pour des questions de parallélisme, il serait nécessaire qu'un conventionnement spécifique puisse être mis en place entre la Confédération et les cantons, de manière à ce que le cadre technique et politique présente suffisamment de similarité de part et d'autre de la frontière. Ainsi, il me paraît indispensable, pour la survie et le bon développement de la coopération transfrontalière, qu'on tienne compte des spécificités d'Interreg et qu'on prenne en compte ces nécessités dans le cadre du programme pluriannuel, à défaut de les avoir pris en compte de manière détaillée dans le projet de loi que nous étudions.

Je suis favorable à ce que nous entrons en matière sur le projet précité.

Amgwerd Madeleine (C, JU): Je tiens à m'exprimer à ce sujet, car toute politique régionale, la nouvelle aussi, est importante pour le canton du Jura comme pour toutes les régions périphériques. Si le premier projet du Conseil fédéral mis en consultation avait été fortement critiqué par les autorités jurassiennes, celui qui nous est soumis aujourd'hui trouve son approbation pour différentes raisons, qui sont celles généralement évoquées.

Même s'il subsiste un certain flou sur la mise en pratique et la définition de certains principes qui servent de critères pour soutenir les projets, comme par exemple le champ d'application territorial – même si les communes, auparavant prioritairement bénéficiaires des prêts LIM, ne le sont plus –, il y a cependant suffisamment de points positifs qui justifient que l'on soutienne ce projet.

J'aimerais encore évoquer un sujet qui peut être discuté avant d'en venir aux points positifs. Il y a lieu de redire ici que la solidarité interrégionale et la cohésion des régions dans la présentation des projets doivent subsister dans la nouvelle politique régionale, et on ne doit pas jouer la compétitivité à tout prix, et les uns contre les autres. On insiste dans l'article 1 sur cette compétitivité, alors que l'attractivité est aussi un facteur important. Il n'a pas été retenu dans le texte de l'article 1 qui définit le but de la loi, et je le regrette.

Les objectifs principaux tels que définis dans le projet me paraissent justes: contribuer directement et à long terme à réduire les disparités régionales, plus particulièrement pour les régions de montagne, le milieu rural et les régions frontalières; travailler dans le but, autant que faire se peut, d'essayer d'établir une «urbanisation» décentralisée et contenue sur tout le territoire suisse, à la fois pour développer la compétitivité et l'attractivité de nos petits centres urbains régionaux, mais aussi afin de ne pas tout centraliser dans et autour des cinq métropoles suisses.

Pour réduire les disparités régionales et donner plus de chance aux régions périphériques, il est important de disposer de moyens financiers – le fonds de développement régional – et d'outils. Favoriser les synergies entre les différents acteurs et renforcer la collaboration et l'efficacité entre les cantons et la Confédération est également un point positif, et ceci tout en conservant dans les cantons une autonomie dans la gestion de projets. Le canton du Jura, avec son cinquième programme de développement économique et sa campagne actuelle sur le développement durable, va tout à fait dans ce sens – et je crois que Monsieur le conseiller fédéral aime à donner le Jura en exemple à ce sujet: nous sommes, pour une fois, déjà dans la bonne ligne!

Dernier argument, la création d'emplois: ce n'était pas un objectif premier de la LIM que nous connaissons, même si indirectement elle crée aussi des emplois en soutenant des projets d'investissement dans les communes et dans les régions. C'est une bonne chose que cela soit souligné ici.

Ce sont les raisons pour lesquelles, avec les quelques réserves évoquées, je soutiens ce projet. Par contre, je suis favorable à la proposition de la minorité qui souhaite ne pas limiter à huit ans les effets de cette loi. Il sera toujours possible, après huit ans, si la nécessité s'en fait sentir, de modifier ou de corriger la ligne après avoir fait un bilan de ces premières années. Recommencer tout le processus aussi rapidement, c'est vraiment admettre que l'on travaille sur le court terme, et cela n'est absolument pas judicieux.

Je suis donc favorable à l'entrée en matière.

Schwaller Urs (C, FR): Erlauben Sie mir einige ganz kurze Bemerkungen aus der Sicht eines Kantons, der von der Regionalpolitik überzeugt ist. Sowohl als Préfet wie später auch als Staatsrat in der Direktion des Innern und vor allem als Finanzdirektor bin ich im direkten Kontakt mit der Regionalpolitik und vor allem deren Umsetzung gewesen.

Im Kanton Freiburg haben wir in den letzten Jahrzehnten mit mehreren Regionen gearbeitet und über die Jahre Hunderte von Projekten initiiert und realisiert. Die regionalpolitischen Instrumente haben einen wichtigen Beitrag geleistet, um wirtschaftliche Rückstände aufzuholen und um schneller zu wachsen. In diesem Sinne stelle ich fest, dass die bisherigen regionalpolitischen Förderinstrumente eindeutige Fortschritte gebracht haben. Der Kanton Freiburg gehörte bis anhin zu den finanzschwachen Kantonen, was vor allem auf die Beschäftigungsstruktur zurückzuführen war. Die Regionalpolitik und vor allem die Vorausleistungen für die Infrastrukturen der Berggebietsregionen haben einen wesentlichen Anteil daran, dass der freiburgische Dienstleistungssektor – und dies eben dezentral und nicht nur auf eine Agglomeration konzentriert – auf 60 Prozent des gesamten Beschäftigungssektors hat anwachsen können. Auch wenn das nur ein Nebeneffekt sein mag, erwähne ich zudem, dass die Bildung von Regionen gerade auch das Verständnis und die Zusammenarbeit unter den Gemeinden gefördert hat. Wir haben so in den letzten Jahren rund 80 Gemeindefusionen durchführen können – aber das ist nur ein Nebeneffekt.

Ich bin von der Notwendigkeit der Beibehaltung einer Regionalpolitik überzeugt und vertrete auch dezidiert die Auffassung, dass eine gezielte Regionalpolitik auch in den nächsten Jahren für die nationale Kohäsion und den Ausgleich unabdingbar ist. Es müssen die Inhalte von Kohäsion und Ausgleich übergeordnete Ziele unserer Politik hier in Bern bleiben. Dies sind Ziele, die aber nur erreichbar sind, wenn wir die Regionen und Agglomerationen nicht gegeneinander ausspielen und vor allem wenn wir in allen Regionen des Landes intakte Zukunftsperspektiven für die Bevölkerung haben. Die neue Regionalpolitik geht in eine gute Richtung. Ich danke dem Bundesrat für die Vorlage und unterstütze diese selbstverständlich.

Schiesser Fritz (RL, GL): Ich habe mich als Kommissionsmitglied in der Eintretensdebatte nicht gemeldet, weil Herr Lauri alles gesagt hat, was es aus der Sicht eines Kommissionsmitgliedes zu sagen gab, und das alles vortrefflich formuliert. Nun muss ich aber doch noch eine kurze Entgegnung

zum Votum von Frau Fetz machen. Im Mittelpunkt des Votums von Frau Fetz stand der Gedanke «Solidarität als Einbahnstrasse». Es wurde damit mehr oder weniger bewusst der Eindruck erweckt, hier seien einseitig Profiteure am Werk. Ich kann diesen Eindruck so nicht stehen lassen. In diesem Votum ist unter Verzicht auf notwendige Differenzierungen eine Vermischung verschiedener Problemstellungen gemacht worden, und es ist eine Ausblendung von Aspekten erfolgt, welche ein ganz anders Bild ergeben würden.

Nehmen wir zum Beispiel den Sektor Bildung: Es sind zahlreiche junge Leute, gescheite junge Leute, die ihre Ausbildung bis zur Matura in den Randregionen bekommen, nachher an eine Hochschule gehen und dort weiter ausgebildet werden. Ihre Herkunftskantone tragen mit entsprechenden finanziellen Beiträgen gemäss den Abmachungen unter den Kantonen zu dieser Hochschulbildung bei. Diese jungen Leute bleiben dann sehr häufig dort, wo sie ausgebildet worden sind, und kommen nicht mehr in unsere Gebiete zurück, können nicht mehr in unsere Gebiete zurückkommen, weil nicht alle Arbeit finden können. Das ist eine ganz gewaltige Leistung, die von solchen Gebieten erbracht wird, und diese Leistung ist auch etwas wert.

Wenn wir in diesem Lande nur noch alles in Franken und Rappen aufrechnen oder aufzurechnen versuchen, dann gehen wir glorreichen Zeiten entgegen! Wenn solche und andere Leistungen nichts mehr wert sind und auch in eine solche Diskussion nicht einbezogen werden, dann muss man dagegen antreten. Ich bitte Sie also, bei dieser ganzen Vorlage und auch in der weiteren Diskussion nicht von «Solidarität als Einbahnstrasse» zu reden und den Eindruck des einseitigen Profitierens zu erwecken. Das ist dem Zusammenhalt unseres Landes sehr, sehr abträglich.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Tout d'abord, je voudrais remercier tous les intervenants, puisqu'ils ont sans exception soutenu le projet et se sont prononcés en faveur de l'entrée en matière. Par là, ils ont souligné le fait – qui recoupe ma conviction – que nous avons aussi besoin à l'avenir d'une politique régionale qui rétablit, dans la mesure du possible, les déséquilibres qui peuvent se présenter et qui sont néfastes pour la bonne cohésion d'un Etat fédéral. Si toutes les régions ne peuvent pas partir de l'idée qu'elles ont les mêmes chances, cela peut constituer à la longue un poids pour un Etat organisé comme le nôtre, justement sur la base des cantons, qui sont aussi des régions.

Je suis d'accord aussi avec ceux qui ont souligné les qualités de la politique régionale telle qu'elle a été appliquée jusqu'à présent. Nous avons fait des analyses, vous avez des rapports qui vous démontrent que cette politique n'a pas été sans effet, qu'elle a eu dans de nombreux cas des conséquences bénéfiques pour les régions, fussent-elles de montagne, rurales ou frontalières. Néanmoins, cette politique n'a pas permis d'éliminer, voire de réduire les disparités et, par conséquent, nous devons nous poser des questions quant à l'efficacité de l'action.

A cela est venue s'ajouter une situation nouvelle, puisque avec la nouvelle péréquation financière, on a décidé de mettre au point un mécanisme de redistribution des moyens plus important, plus efficace, qui devrait justement bénéficier aux régions les moins favorisées et mettre à contribution celles qui sont les mieux loties.

Par conséquent, la politique régionale peut partir de l'idée que le processus de redistribution, de péréquation est accompli par un instrument qui va être mis en place prochainement et qu'elle peut se concentrer désormais sur les aspects plus spécifiques au développement des activités économiques. C'est la raison pour laquelle nous proposons avec cette nouvelle politique régionale de renoncer à certains projets ou à certains instruments relativement simples tels que ceux utilisés jusqu'à présent.

Monsieur Maissen a souligné que ces infrastructures ne sont pas inutiles, qu'elles ont eu un effet positif, et il se demande si à l'avenir nous continuerons à les financer ou dans quelles conditions nous pourrions le faire. Nous ne voulons effectivement plus qu'à l'avenir on en vienne à subventionner

des objets localisés, individuels, sans que ceux-ci soient intégrés dans un programme, dans un plan régional. En revanche, nous voulons favoriser des projets qui visent à promouvoir les places de travail, la création de valeur ajoutée dans les régions et, par ce biais, nous surmontons justement la difficulté soulignée par Monsieur Maissen, qui a bien compris que l'infrastructure est une condition ou un élément nécessaire, mais n'est de loin pas un élément suffisant. Combien de régions se sont développées au bord des axes de communication, mais combien aussi aux mêmes abords sont restées en retard! Nous voulons donc que les régions développent des programmes cohérents, durables de promotion des activités économiques. Nous voulons aussi que l'on raisonne à une échelle plus vaste et que l'on favorise la collaboration même au-delà des frontières cantonales, en tout cas au-delà des frontières régionales.

La loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM) avait créé plus de 50 régions LIM, comme on les appelait, et a eu le grand bénéficiaire – je dirai déjà didactique ou pédagogique – de demander à chacune d'entre elles de présenter en premier un plan régional de développement. Cela a certainement été nécessaire dans les années 1970 pour stimuler la prise de conscience quant à la nécessité qu'il y avait à raisonner par-dessus des frontières communales ou villageoises. Aujourd'hui, nous constatons que, dans une économie qui, pour l'ensemble du pays, doit être appréhendée de manière globale, il est nécessaire aussi à l'intérieur de notre pays de raisonner à une échelle plus vaste. Par conséquent, les projets qui pourront être soutenus devront répondre à ces critères.

Il a été relevé, lors du débat d'entrée en matière, que le projet qui est devant vous maintenant a mis un peu de temps pour trouver une si belle unanimité. Il y a eu des réactions très diverses et j'ai même décidé de retarder tout le projet de six mois pour pouvoir mener la discussion avec les cantons. Nous avons créé un groupe de travail qui était conduit simultanément par le secrétaire d'Etat à l'économie, Monsieur Gerber, d'une part, et, d'autre part, par un conseiller d'Etat en charge du département de l'économie, Monsieur Josef Keller, du canton de Saint-Gall. Ils ont réussi à débloquent la situation et, je pense, à éliminer surtout des malentendus qui existaient un peu partout où les oppositions existaient.

C'est ainsi, Madame Amgwerd l'a rappelé, que des cantons comme le Jura ou encore le Valais étaient opposés au projet tout en préparant des solutions qui répondaient à son esprit. Donc, on faisait, comme chez Molière, de la prose sans le savoir: on faisait, dans ces cantons, de la nouvelle politique régionale sans le savoir. Aujourd'hui, ces réticences sont surmontées et nous pouvons aller de l'avant, je l'espère.

Il y a une question qui a été soulevée par Monsieur Bonhôte, ainsi que par d'autres, comme Monsieur Stähelin, concernant Interreg. Interreg a eu un succès considérable dans notre pays et c'est réjouissant, surtout si l'on tient compte du fait qu'elle n'est pas membre de l'Union européenne; il nous était peut-être plus difficile de trouver une certaine cohérence à vouloir tellement travailler par-dessus les frontières, et puis, aussi, de trouver le «goodwill» du côté de Bruxelles.

Vous faites état de problèmes, de décalage temporel: je souligne que nous voulons maintenir Interreg dans le contexte de ce projet, mais vous faites état de conséquences que pourrait avoir un décalage temporel, puisque les projets de coopération transfrontalière devraient pouvoir démarrer formellement au 1er janvier 2007. Je peux vous rassurer dans la mesure où la commission nous a informés que des décisions formelles concernant ces programmes seront prises au cours de l'année 2007 – c'est-à-dire vers le milieu de l'année seulement, vers l'été 2007. De ce point de vue, on ne se montre pas trop inquiet à Bruxelles par rapport à notre situation, puisque notre projet est organisé pour entrer en vigueur au 1er janvier 2008.

L'expérience montre aussi qu'il ne faut pas dramatiser la situation. Sous Interreg II, les premiers projets n'ont été adoptés qu'en octobre 1995, soit dix mois après le début du programme; et sous Interreg, le retard était de presque un an.

N'oublions pas par ailleurs que les cantons auront toute latitude pour engager leurs propres moyens dès l'année 2007. Nous sommes donc partis de l'idée que la nouvelle politique régionale pourrait être mise en oeuvre dès le début de l'année 2008 et, si tel était le cas, le financement du programme qui succédera à Interreg III ne devrait pas poser de problèmes majeurs, compte tenu en particulier des retards pris au niveau européen. En revanche, si la mise en vigueur de la nouvelle politique régionale devait être repoussée, nous pourrions alors avoir un peu plus de problèmes. Mais cette politique, si vous me permettez cette parenthèse, que nous voulons mener d'entente avec l'Union européenne, dépend bien sûr aussi de la disponibilité de nos partenaires. Et c'est dans cette optique que la votation que nous aurons sur la contribution suisse à l'élimination des disparités régionales en Europe aura toute son importance. Dans le cas d'un échec de ce programme, il faudra expliquer où se trouve notre propre cohérence.

Madame Fetz a soulevé la possible opposition qu'il pourrait y avoir entre les rats des champs et les rats des villes et souligné que les problèmes ne sont pas les mêmes. Je crois que ce serait malheureux si nous en venions maintenant à insister sur cette opposition dans le cadre de ce projet. Je crois que ce sont deux sujets très différents et qu'ils méritent d'être abordés, non pas dans la confrontation, mais dans le cadre d'une analyse rationnelle des problèmes qui sont à résoudre et avec les moyens qui sont à disposition.

Il faut rappeler que 60 à 70 millions de francs par année sont en jeu ici. C'est relativement modeste comparé au produit intérieur brut. Vous voyez que ce n'est pas ça qui va faire bouger le bateau. Si vous comparez cette somme à l'ensemble du secteur social, qui représente 130 milliards de francs par année, c'est vraiment peu de chose.

Donc ne disputons pas maintenant aux régions qui ont besoin de ce programme de promotion les moyens relativement modestes, mais qui sont dans la ligne de ce que nous avons maintenant. Nous disposons de 60 à 70 millions de francs, nous les aurons dans le programme que nous allons élaborer; ne discutons pas de ces moyens et ne gaspillons pas nos forces à des débats qui seraient vains.

Au total donc, le Conseil fédéral vous propose d'entrer en matière et d'accepter ce projet tel quel, sachant qu'il y aura encore deux gestes que le Parlement devra accomplir: l'un sera d'approuver les programmes de détail, et l'autre de fixer le cadre financier – projets ou documents qui nous seront soumis au plus tard début 2007.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

1. Bundesgesetz über Regionalpolitik 1. Loi fédérale sur la politique régionale

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–5

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

An Bauprojekte werden keine Finanzhilfen gewährt.

Abs. 4

Die Förderung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit berücksichtigt die europäische territoriale und die nationale

Zusammenarbeit, deren Ausführungsmodalitäten und deren Zeitplan.

Art. 6

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Aucune aide financière n'est octroyée pour des projets de construction.

Al. 4

L'encouragement à la coopération transfrontalière tient compte de la politique de coopération territoriale européenne et nationale, de leur mise en oeuvre et de leur calendrier.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: L'article 6 concerne justement l'encouragement à la coopération transfrontalière, qui prend la forme d'aides financières. C'est l'un des éléments importants de la politique régionale actuelle qui seront à l'avenir rassemblés sous le même toit.

A l'alinéa 3 de l'article 6, la commission a souhaité limiter l'exclusion des aides financières de la coopération transfrontalière uniquement aux projets de construction. Je crois qu'il est important de souligner ici qu'il existe actuellement d'autres projets, notamment développés par les écoles polytechniques – il s'agit donc d'argent qui vient de la caisse fédérale –, qui pourraient et devraient entrer dans la coopération transfrontalière, et il n'est pas raisonnable de l'empêcher. Il serait peu logique en effet que la Confédération puisse soutenir des projets alliant un canton et peut-être son université et une région européenne, mais qu'elle ne puisse plus le faire si une école polytechnique ou un institut fédéral y est associé.

Ce sont ces considérations qui ont poussé la commission à modifier l'alinéa 3.

Ensuite, le même alinéa prévoit qu'il ne peut pas y avoir de financement de la Confédération pour des projets de construction dans le cadre de la coopération transfrontalière, dans la mesure où la nouvelle politique régionale, tournée vers la création de valeur ajoutée, ne devrait plus financer des projets d'infrastructure de base, et dans la mesure où les projets d'infrastructure dans la coopération transfrontalière ne sont pas limités géographiquement. C'est dire que si cet alinéa 3 n'était pas rédigé de cette manière, il serait possible que les moyens à disposition de la politique régionale – et ils sont naturellement limités – soient investis dans des infrastructures à l'étranger, ce qui n'a pas paru souhaitable à la commission. Cela ne signifie naturellement pas qu'il n'existe plus de soutien en Suisse aux infrastructures. Ce soutien reste naturellement possible par des prêts, en vertu notamment de l'article 7, un des piliers de la politique régionale.

Par ailleurs, la commission a étudié toutes les propositions qui ont été élaborées par la Commission de politique extérieure, qui visaient à préciser sur un certain nombre de points la coopération transfrontalière. La commission a finalement décidé d'ajouter un alinéa 4 à l'article 6, qui reprend l'esprit de ces propositions. Il ne fait aucun doute que la coopération transfrontalière est d'une grande importance pour notre pays. La Suisse n'est cependant pas seule à fixer le cadre et les calendriers de la politique transfrontalière puisque cela se fait avec des partenaires situés de l'autre côté de la frontière, avec notamment les pays qui nous entourent. Il est ainsi précisé à l'alinéa 4 qu'une attention particulière doit être portée au calendrier et à la mise en oeuvre de la coopération transfrontalière. La commission avait estimé que cela aurait presque pu aller sans le dire – tant cela semblait évident –, mais que cela irait encore mieux en le disant.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je peux me rallier à ces deux propositions d'amendement.

Angenommen – Adopté

Art. 7*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Gemäss Botschaft müssen wir bei den Artikeln 4 bis 7 über die Ausgabenbremse abstimmen.

*Art. 4–7**Ausgabenbremse – Frein aux dépenses**Abstimmung – Vote*

Für Annahme der Ausgabe 35 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht**La majorité qualifiée est acquise***Art. 8–11***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 12***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Hess Hans**Abs. 2*

....

a. oder bestehende neu ausrichtet und nicht von einem anderen Kanton übersiedelt;

....

Antrag Fetz

Streichen

Art. 12*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Hess Hans**Al. 2*

....

a. créent ou réorientent des emplois et qui ne transfèrent pas leur siège d'un canton à l'autre;

....

Proposition Fetz

Biffer

Hess Hans (RL, OW): Was will ich? Ich will Absatz 2 Litera a ergänzen, und zwar wie folgt: Steuererleichterungen werden nur gewährt, soweit «a. ein industrielles Unternehmen oder ein produktionsnaher Dienstleistungsbetrieb neue Arbeitsplätze schafft oder bestehende neu ausrichtet und nicht von einem anderen Kanton übersiedelt». Ich gehe davon aus, dass die Bestimmung, wie sie jetzt in der Vorlage ist, auch anzuwenden ist oder angewandt werden könnte, wenn ein Unternehmen von einem anderen Kanton in diesen Kanton wechselt. Ich frage mich, ob wir das wollen; wir reden hier von Bundessteuern. Ich bin der Meinung, dass eine solche Lösung einem fairen Steuerwettbewerb nicht förderlich und das Instrument der Steuererleichterung diesfalls nicht anzuwenden ist, weil dann unter dem Strich Steuersubstrat des Bundes vernichtet würde. Hingegen wird zusätzliches Steu-

erufkommen generiert, wenn die Steuererleichterung gegenüber einer Ansiedlung aus dem Ausland und nur einer solchen gewährt wird.

Ich ersuche Sie, meinen Antrag zu unterstützen, damit in diesem Punkt Klarheit geschaffen wird.

Fetz Anita (S, BS): Ich habe auch noch zu Artikel 19 einen Streichungsantrag gestellt und begründe beide Anträge zusammen, weil sie sachlogisch zusammengehören.

Wie bereits beim Eintreten gesagt: Gegen eine zielgerichtete Unterstützung, eine zielgerichtete Regionalpolitik für strukturschwache Berg- und Landregionen hat in der Schweiz und in diesem Rat niemand etwas. Da hat Kollege Schiesser mein Votum beim Eintreten gründlich missverstanden. Ich möchte an dieser Stelle eine bestimmte Bundessteuerreduktion, die ja für Firmen gewährt werden soll, aus drei Gründen streichen:

1. Eine Untersuchung des Seco über die Steuererlasse aufgrund der Regionalpolitik ist ganz eindeutig zum Schluss gekommen, dass die Steuererlasse vollkommen «verpuffen» und kein Unternehmen dazu bewegen, den Standort zu wechseln. Deshalb hat übrigens der Bundesrat in seiner ursprünglichen Vorlage zur neuen Regionalpolitik auf diese Steuererleichterungen verzichtet; sie sind dann erst wieder nach der Vernehmlassung auf Druck gewisser Kantone integriert worden.

2. Es ist Aufgabe der Kantone, Steuerreduktionen für ansiedlungswillige Firmen zu gewähren. Das tun sie übrigens auch. Deshalb scheint es mir unnötig, diese Firmen sozusagen zweimal zu entlasten, indem der Bund auch noch eine Steuerreduktion gewährt. Zudem übersteigt der damit verbundene administrative Aufwand aus meiner Sicht einen allfälligen Nutzen. Wenn Sie das in Artikel 19 beschriebene Verfahren zur Steuerreduktion lesen, dann – meine ich – stellen Sie fest, dass man eher von einer Bürokratisierung als von einer zielgerichteten Massnahme sprechen muss.

3. Zu den jährlichen Kosten von 30 Millionen Franken für den Regionalfonds kommen für den Bund nochmals geschätzte 50 Millionen Franken Steuerausfälle dazu. Ich meine, das ist des Guten zu viel, vor allem, weil ja diese Steuererlasse, wie die Seco-Studie aufgezeigt hat, gar nicht zielgerichtet sind. Und ich meine, angesichts der angespannten Bundesfinanzen und angesichts der Steuergeschenke, die wir allein in der letzten Woche bereits bewilligt haben, sollten wir uns hier zurückhalten.

Falls Sie meinen Antrag ablehnen, werde ich selbstverständlich den Antrag Hess Hans unterstützen, denn das ist dann das Minimum, was wir sichern müssen, damit mit diesen Steuererleichterungen nicht das Steuerdumping zwischen den Kantonen weitergeführt wird.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: La commission a adopté tacitement cette disposition. Il s'agit, avec la coopération transfrontalière et l'aide au développement d'infrastructures, d'un des piliers de la politique régionale. Cette disposition reprend la possibilité actuelle pour un canton d'obtenir des allègements fiscaux de l'impôt fédéral direct – il s'agit en fait de l'impôt sur le bénéficiaire – lorsque le canton lui-même accorde ces allègements.

Le but principal de cette mesure est de garantir un soutien aux nouvelles entreprises ou à la reconversion d'entreprises. Jusqu'à fin 2004, 919 projets totalisant 26 000 emplois ont été soutenus par ce moyen. Il ressort d'une étude récente – et cela est confirmé par les représentants des cantons avec lesquels j'ai pu avoir des discussions – que, sur les projets soutenus, un tiers environ aurait probablement aussi vu le jour sans aide; un tiers aurait probablement vu le jour mais fortement redimensionné à la baisse; un tiers des projets soutenus n'aurait probablement jamais abouti. La commission a donc admis que ce soutien doit demeurer possible à l'avenir.

1. J'aimerais relever, au nom de la commission, que les projets auxquels peuvent s'adresser ces allègements sont strictement limités. Il s'agit uniquement d'entreprises indus-

trielles, ou fonctionnellement proches de la production, qui créent ou réorientent des emplois.

2. Il s'agit d'une mesure qui représente un atout non négligeable pour la Suisse, notamment pour l'installation d'entreprises étrangères. En prévoyant la possibilité de réduire les impôts fédéraux dans des régions déterminées, on fait de la politique régionale parce que ce ne sont que les régions qui en ont véritablement besoin qui en profitent.

3. Il s'agit de mesures qui coûtent à la Confédération des diminutions de l'impôt sur le bénéfice, mais même si c'est difficile à faire, il faut imaginer qu'il y a un bilan global de cet exercice. Il faut tenir compte du fait qu'un certain nombre de projets ne seraient pas réalisés sans aide et que lorsque ces projets aboutissent, des emplois sont créés et les personnes physiques payent des impôts.

4. Il y a aussi un point important, c'est que ces allègements fiscaux permettent à des régions entières de diversifier leur structure économique. C'est la raison pour laquelle la proposition Fetz ne vise à mon sens pas la bonne cible: si l'on s'oppose aux allègements fiscaux pour les entreprises, alors il faudrait justement plutôt le faire au niveau cantonal, c'est-à-dire interdire aux cantons de pouvoir diminuer les impôts jusqu'à dix années dès la fondation de l'entreprise. Les allègements qui sont prévus par la Confédération, eux, ont un autre objectif: ils ont l'objectif de différencier le soutien entre les régions, donc un objectif de politique régionale.

Je vais maintenant commenter les deux propositions qui ont été faites; je vous recommande de rejeter la proposition Fetz. J'ai déjà exposé un certain nombre d'arguments précédemment, et j'aimerais en ajouter un ici: si la nouvelle loi sur la politique régionale n'aboutit pas, le soutien à Interreg tombe le 31 décembre 2008 au plus tard, le soutien aux infrastructures également, de même que le soutien aux reconversions d'entreprises. Le projet actuel de politique régionale est le fruit de longues négociations avec les cantons qui ont abouti à un équilibre relativement fin; et si la politique régionale repose sur ces différents piliers, en supprimer un reviendrait à mettre en danger l'adhésion à l'ensemble du projet.

Je peux dire aussi quelques mots sur la proposition Hess Hans, qui ne remet pas fondamentalement en cause ce que voulait la commission. Il m'est relativement difficile de vous donner l'avis de la commission dans la mesure où une telle proposition n'y a pas été débattue. Il me semble néanmoins, à titre personnel, que cette proposition est conforme à l'esprit de la loi sur la politique régionale. Je crois qu'effectivement, l'instrument des allègements fiscaux n'a pas été prévu pour la concurrence entre les cantons et il n'est déjà aujourd'hui pas utilisé dans ce sens; il me semble donc que la proposition Hess Hans pourrait en tout cas être reprise dans l'ordonnance; elle est en tout cas déjà appliquée.

A titre personnel, n'ayant naturellement pas consulté la commission, je n'aurais pas de problème avec cette proposition.

Lauri Hans (V, BE): Vorerst einmal – das sage ich nicht zuletzt auch aus Gründen der Abgrenzung, damit es ganz klar ist –: Wir diskutieren hier nur über die direkte Bundessteuer, wir diskutieren nicht über das StHG und das, was die Kantone dort bereits machen können; das ist die Ausgangslage. Dann weiter: Ich muss gestehen, dass ich persönlich gegenüber Steuererleichterungen immer eine gewisse Zurückhaltung hatte, auch in meiner Zeit früher als Regierungsrat, weil es hier immer problematische Bereiche gibt. Ich nehme an, dass Frau Fetz dort anknüpft. Also, um ein paar Beispiele zu nennen: Das Kriterium der neuen Ausrichtung bereits bestehender Arbeitsplätze, wann ist das erreicht? Der neue Arbeitsplatz ist klar umschreibbar. Aber gilt das auch für die neue Ausrichtung bereits bestehender Arbeitsplätze?

Dann kommt das Problem des Mitnahmeeffektes, das Problem des Wegzugs nach zehn Jahren. Herr Hess hat jetzt ein Argument vorweggenommen, nämlich das Problem des Umzugs von einem Kanton in den anderen. Aus diesen Gründen kann man gegenüber den Steuererleichterungen gemischte Gefühle haben.

Meines Erachtens nennt aber der Bundesrat eben in der Botschaft das entscheidende Argument, weshalb man trotzdem zustimmen kann und zustimmen muss, nämlich den internationalen Wettbewerb der Wirtschaftsstandorte. So einfach ist das. Wenn wir die Steuerbefreiung nicht auch anbieten, dann können wir ein Problem erhalten. Es geht eben hier um die direkte Bundessteuer, also um ein zusätzliches Mittel, das gegeben werden soll, und nicht um das StHG. Das möchte ich noch einmal betonen. Aus diesen Gründen, trotz der gemischten Gefühle, möchte ich sehr empfehlen, dass wir hier den Antrag Fetz ablehnen. Die Frage ist am Schluss: Wollen wir vielleicht doch gewisse Mehreinnahmen generieren, oder wie verhalten wir uns gegenüber dem Zuzug aus dem Ausland? Das ist das eine.

Kollege Hess hat jetzt für mich überraschend – ich hatte mich vorher nicht damit auseinandergesetzt – diese Ergänzung betreffend den Zuzug von einem Kanton in den anderen eingebracht. Und er hat ja eben nicht mit dem Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen argumentiert – sonst wäre ich hier allenfalls dagegen, ich bin Anhänger dieses Steuerwettbewerbs, das möchte ich hier betonen –, sondern er hat zu Recht mit der Bundesebene argumentiert. Aus dieser Sicht, wenn ich jetzt dann nicht von Bundesratsseite ernsthafte Gegenargumente höre, werde ich den Antrag Hess Hans unterstützen.

Stähelin Philipp (C, TG): Ich unterstütze den Antrag Fetz, und falls der Antrag Fetz nicht durchkommt, unterstütze ich den Antrag Hess Hans. Weshalb? Ich habe als ehemaliger Finanzdirektor meines Kantons immer meine grosse Mühe mit diesen Regelungen gehabt. Mein Kanton hat sich im Grundsatz auch immer gegen den Bonny-Beschluss und – schlussendlich – diese Übungen gewandt, nachher allerdings auch immer eifrig mitgemacht, wenn es darum gegangen ist, die Gebiete zu bezeichnen, welche in den Genuss dieser Freizügigkeiten des Bundes kommen würden. Ich habe immer Mühe gehabt, und einige mögen sich noch erinnern: Als wir diese Regelung das letzte Mal verlängert haben – das war in der sogenannten Lugano-Session –, haben in der Schlussabstimmung die Standesherrn der beiden Appenzell und ich dagegen gestimmt. Ich möchte hier meine Meinung nicht ändern.

Schauen Sie: Die Steuererleichterung für neuzuziehende Industrieunternehmen – darum geht es ja – hat als Geste des Goodwills eines Kantons durchaus einen gewissen Stellenwert. Damit kann man anzeigen, dass eine Unternehmung willkommen sei. Man kann wirklich eine Geste machen. Ich glaube, es geht dann aber primär um den Kanton und weniger auch noch um den Bund. Faktisch – faktisch – bringen diese Steuererleichterungen aber kaum etwas. Worum geht es? Es geht doch um Unternehmen im Aufbau, welche investieren und nachher Abschreibungen machen. Die zahlen bekanntlich eh kaum Steuern. Sonst, glaube ich, sind sie nicht so wahnsinnig gut beraten. Ich habe den Eindruck, dass diese Steuererleichterung hier unter dem Strich eh nicht viel bringt. Entscheidender, viel entscheidender, ist hier die Steuerpraxis. Die Steuerpraxis wird durch die Kantone geprägt. Ich zweifle daran, dass die Steuerpraxis und das schlanke Verfahren mit den Steuerbehörden verbessert werden, wenn der Bund auch einbezogen ist.

Auch das kann ein Grund sein. Heikel wird die Geschichte wirklich dann, wenn ein Unternehmen vom einen in den anderen Kanton zieht; es ist der Antrag Hess Hans, der dieses Problem lösen kann. Es hat hier immer wieder Fälle gegeben, obwohl die Kantone untereinander ein nichtformuliertes, stilles Agreement, eine Art Gentlemen's Agreement, gehabt haben. Aber es hat auch hier immer wieder Schwierigkeiten gegeben. Der Antrag Hess Hans würde dieses Problem ausräumen – einverstanden –; deshalb werde ich ihn auch unterstützen.

Was mich aber natürlich insbesondere immer bestärkt hat, mich gegen diese Regelung zu wenden, ist der Absatz 3, «der Bundesrat legt die Gebiete fest».

Ich muss Ihnen sagen: Meine Erfahrungen sind immer auch dahin gegangen, dass bei dieser Festlegung – höflich aus-

gedrückt – der Ermessensspielraum gross war. Ich habe das natürlich insbesondere dann merken können, wenn im eigenen Kanton der eine Bezirk zum Privileg gekommen ist und der andere Bezirk nicht und ich die grösste Mühe hatte, das irgendjemandem zu erläutern. Ich habe nie ganz durchgesehen – auch wenn ich die entsprechenden Rechtsbestimmungen natürlich durchaus kenne –, nach welchem Massstab hier gehandelt worden ist, und habe auch bei diesem Punkt grosse Mühe mit der Gesamtregelung dieser Steuererleichterungen. Wenn die Kantone diese vornehmen – von mir aus! – ist das Sache der Steuerharmonisierung; hier sprechen wir aber von der direkten Bundessteuer. Ich bitte Sie, hier auf diese Regelung künftig zu verzichten.

Schwaller Urs (C, FR): Steuererleichterungen dank des Bonny-Beschlusses waren, sind und bleiben für die Regionen ein wirtschaftspolitisch wichtiges Instrument. Auch wenn nicht immer allein die Steuersituation für die Neuansiedlung eines Unternehmens ausschlaggebend war, muss ich Ihnen sagen, dass in einigen Fällen in meiner Praxis der Bonny-Beschluss der letzte, entscheidende Trumpf eines Kantons gewesen ist, der für die natürlichen Personen ein Hochsteuerkanton bleibt; das heisst ein Hochsteuerkanton gerade für die Unternehmer und Kader, die über die Neuansiedlung entschieden haben und damit vielfach eben auch in unserem Kanton Wohnsitz genommen haben oder aus organisatorischen Gründen Wohnsitz haben nehmen müssen. Weil nun die Möglichkeit von Steuererleichterungen zumindest für die Unternehmung bestanden hat, brachte dies das eine oder andere Mal die Hilfe, die notwendig war, um in den sauren Apfel zu beissen, ein Hochsteuerkanton für natürliche Personen zu sein. Ich werde deshalb in diesem Punkt die Vorlage unterstützen, füge aber bei, dass ich mich dem Antrag Hess Hans anschliessen kann. Ich habe mich immer gegen finanziell motivierte Abwerbungen unter den Kantonen gewehrt. Der Bonny-Beschluss war uns nützlich für die Neuansiedlung von Unternehmen, die wir in die Schweiz geholt haben, aber nicht dafür, dass wir Unternehmungen aus anderen Kantonen abwerben. Das ist nicht freundeidgenössisch.

Gentil Pierre-Alain (S, JU): J'aimerais vous inviter à soutenir la proposition Hess Hans et dire franchement toute la surprise et la joie que j'ai eue de constater que notre collègue était un avocat déterminé de la juste cause de la lutte contre la sous-enchère fiscale entre cantons. J'avoue que, jusqu'à la lecture de son intervention, je ne l'avais pas placé dans les rangs des adversaires de la sous-enchère fiscale entre les cantons.

Je suis membre d'un parti politique qui va bientôt lancer une initiative qui demandera l'harmonisation matérielle de la fiscalité et je suis très content de savoir que j'ai un allié dans un canton où la cause sera particulièrement difficile à défendre!

Plaisanterie mise à part, en raison de l'appréciation tout à fait correcte de la situation que fait Monsieur Hess, je vous encourage à soutenir sa proposition. Je ne doute pas qu'en temps voulu, il saura se rappeler de sa position et qu'il soutiendra vivement toutes les propositions qui viseront alors à lutter contre la sous-enchère fiscale entre les personnes physiques. Mais c'est une autre histoire et nous en parlerons en temps utile.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Tout d'abord, le Conseil fédéral a longuement discuté concernant la question du maintien – même si l'on ne reprend pas tout – de ce que l'on appelle communément l'arrêté Bonny. Nous sommes finalement parvenus à proposer le maintien de cet instrument, et cela pour diverses raisons.

Première raison: comme on l'a rappelé lors du débat, nous sommes pris dans une compétition internationale féroce pour l'implantation des entreprises, pour la création de places de travail, et il est nécessaire que nous puissions nous aligner dans cette compétition. C'est certainement la première raison importante.

Deuxième raison: il y a eu de fortes oppositions dans certaines parties du pays, en particulier en Suisse romande, contre le premier projet mis en discussion, qui prévoyait l'abandon de cet instrument. Je pense que son maintien, dans les limites que nous avons maintenant prévues, a été décisif pour parvenir à obtenir le soutien d'une large majorité des cantons à ce projet. Il me semble difficile de vouloir faire de la politique régionale contre les cantons; il s'agit de la faire avec les cantons. En ce qui concerne les conséquences et l'efficacité, la discussion peut être menée, elle est ouverte.

Il est démontré que de nombreuses implantations ont effectivement eu lieu, finalement sur la base de cet argument supplémentaire. Il ne faut pas oublier que le taux d'impôt, la charge fiscale, fait partie de ce que l'on appelle des facteurs durs, c'est-à-dire chiffrables, dans les choix d'implantation des entreprises. Il y a d'autres facteurs mous qui sont plus difficiles à apprécier, tels que la qualité de la vie et d'autres éléments de ce type. Et il est bien sûr plus facile de prendre une décision sur la base de ces facteurs très précis et chiffrables.

Il est aussi difficile de dire ce que cela représente comme perte fiscale. On ne peut pas perdre de rentrées fiscales sur des entreprises qui ne seraient pas venues. Si l'on fait des concessions, c'est qu'il y a certes renoncement temporel aux impôts sur les bénéficiaires, mais il y a des retombées au niveau de l'impôt sur le revenu. Finalement, le Conseil fédéral parvient à la conclusion que le maintien de cet instrument est tout à fait raisonnable et défendable, mais aussi nécessaire à la réussite de ce projet.

Par conséquent, je vous demande de rejeter la proposition Fetz.

Quant à la proposition Hess Hans, je dois souligner qu'il est sympathique qu'elle émane du représentant du canton d'Obwald. Encore faut-il savoir quelle est la dimension du problème, car il a déjà été dans la pratique du SECO de ne pas utiliser cet instrument, afin d'éviter de soutirer les entreprises aux uns pour les amener aux autres. C'est pourquoi cela a toujours été appliqué de manière très vigilante et restrictive. Contrairement à ce qui a été prétendu, on ne peut pas dire que les cas soient nombreux à l'heure actuelle. Cela concerne trois ou quatre cas sur mille – il s'agit donc de cas relativement isolés. Néanmoins, puisque cela représente peu de chose, on peut l'inscrire dans cette loi, si cela peut contribuer à calmer les esprits.

Je soutiens donc cette proposition; mais j'aimerais que l'on précise ce qu'elle comporte exactement. Car jusqu'à présent, il a toujours été admis que l'on pouvait soutenir un développement d'activité d'une entreprise déjà établie en Suisse dans un autre canton, pour autant que cette entreprise ne transfère pas son siège et ne développe pas une nouvelle activité. Si j'étudie le texte de votre proposition, Monsieur Hess, je constate qu'il correspond à ce que je viens d'expliquer en français, puisqu'il est écrit: «... créent ou réorientent des emplois et qui ne transfèrent pas leur siège d'un canton à l'autre.» Tandis que le texte allemand est moins clair: «... und nicht von einem anderen Kanton übersiedelt.» Il faudrait peut-être clarifier le texte lors de la rédaction finale.

Dans la mesure où l'on accepte qu'une entreprise qui développe une nouvelle activité sur le même lieu soit soutenue pour cela, je pense que l'on peut aussi admettre qu'elle le soit si l'activité en question est développée ailleurs et que le siège de la société demeure intact.

Dans cet esprit, je peux me rallier à la proposition Hess Hans.

Fetz Anita (S, BS): Nach dieser interessanten und ausführlichen Diskussion habe ich mich entschieden, meinen Antrag zugunsten des Antrages Hess Hans zurückzuziehen. Ich hoffe, Kollege Stähelin sieht es nicht völlig anders, sonst muss er ihn wieder aufnehmen. Mir scheint, der Antrag Hess Hans präzisiert etwas für die Schweiz ganz Wichtiges. Er setzt nämlich ein Zeichen gegen das drohende Steuerdumping in den Kantonen in Bezug auf das Abwerben von Fir-

men. Das scheint mir klar, und dass er aus dem Kanton Obwalden kommt, macht ihn auch noch sympathisch.

Hess Hans (RL, OW): Bei so viel Zustimmung wird mir beinahe unheimlich zumute. Aber Herr Bundesrat Deiss hat ja gesagt, dass er eine andere Version wolle und die französische Fassung, ins Deutsche übersetzt, akzeptieren würde. Dem stimme ich zu. Das ist wichtig, Herr Präsident.

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Der Antrag Fetz ist zugunsten des Antrages Hess Hans zurückgezogen worden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hess Hans 38 Stimmen

Für den Antrag der Kommission 1 Stimme

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 13–17

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Kommission

Der Bundesrat sorgt für die wissenschaftliche Evaluation und erstattet der Bundesversammlung rechtzeitig vor Ablauf des Mehrjahresprogramms Bericht und Antrag über die allfällige Weiterführung der Regionalpolitik.

Art. 18

Proposition de la commission

Le Conseil fédéral veille à ce que le programme pluriannuel fasse l'objet d'une évaluation scientifique et présente à l'Assemblée fédérale, avant la fin dudit programme, un rapport et une proposition concernant une éventuelle poursuite de la politique régionale.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Dans la mesure où la commission a modifié l'article 18 du projet du Conseil fédéral, j'aimerais vous donner quelques explications. L'évaluation du programme pluriannuel doit permettre de prendre une décision sur la poursuite ou non de la politique régionale et des conditions de cette poursuite. Il importe donc que cette évaluation soit disponible suffisamment tôt pour qu'une décision soit prise.

La situation vécue cette année, où les Chambres fédérales ont dû prolonger dans l'urgence la durée des outils actuels de la politique régionale pour avoir le temps de traiter de la nouvelle politique régionale, ne devrait ainsi plus se reproduire. Même si une loi est limitée dans le temps, la fin d'une politique ne devrait pas pouvoir être le simple fait de la passivité ou du temps qui passe, mais relever d'une décision du Parlement.

Angenommen – Adopté

Art. 19

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Fetz

Streichen

Art. 19

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Fetz

Biffer

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Der Antrag Fetz ist erledigt.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Art. 20

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Stadler Hansruedi (C, UR): Ich bringe mein Anliegen hier an, wo es um die Zusammenarbeit der verschiedenen Akteure der Regionalpolitik geht. Im Februar 2001 haben der Bund, die KdK, der Städteverband und auch der Gemeindeverband eine Vereinbarung unterzeichnet, mit der die Agglomerationskonferenz ins Leben gerufen wurde. Damit haben die Agglomerationen eine direkte und institutionalisierte Plattform für eine Zusammenarbeit gefunden.

Mit meinem Postulat 03.3136, «Neue Regionalpolitik. Konferenz für die Entwicklung des ländlichen Raumes und der Berggebiete», habe ich den Bundesrat im Jahre 2003 ersucht, zusammen mit den Kantonen und Gemeinden die Einsetzung einer der Agglomerationskonferenz ähnlichen Konferenz für die Entwicklung des ländlichen Raumes und der Berggebiete ins Auge zu fassen. Ich habe natürlich nun diese Konferenz unter Artikel 20, wo es um die Zusammenarbeit der verschiedenen Akteure geht, nicht gefunden. Der Bundesrat schreibt aber in seiner Botschaft auf Seite 273 richtig: «Der Bund und die Kantone haben ihre Tätigkeiten im Rahmen der NRP gerade vor dem Hintergrund der Perspektiven der öffentlichen Finanzen wesentlich stärker aufeinander abzustimmen. Dies beinhaltet die Problemanalyse, die Programmentwicklung, die Aufgabenteilung bei der Umsetzung sowie Controlling, Reporting, Monitoring und die Evaluation.» Mit einer analogen Begründung war der Bund damals für die Schaffung der Agglomerationskonferenz. Hier, beim ländlichen Raum und bei den Berggebieten, erachtet es nun der Bundesrat «derzeit» nicht als zweckmässig, eine solche Konferenz zu schaffen. Der Bundesrat möchte – das schreibt er in der Botschaft auch – «mindestens» die Evaluation der Agglomerationskonferenz abwarten. Damit bin ich einverstanden, ich bin auch mit der Lösung gemäss Artikel 20 einverstanden. Meine Frage lautet hier lediglich: Wann geschieht diese Evaluation der Agglomerationskonferenz? Wir sehen, dass nach dem Urteil des Bundesrates dieser Prüfungsauftrag meines Postulates eigentlich immer noch pendent ist.

Deshalb beantrage ich Ihnen, das Postulat 03.3136 nicht abzuschreiben. Über diesen Punkt ist nicht unter Artikel 20 abzustimmen, aber er beinhaltet eigentlich diesen Gegenstand.

Nach der Evaluation der Agglomerationskonferenz kann dieses Postulat im Rahmen des Geschäftsberichtes des Bundesrates immer noch abgeschrieben werden, wenn uns die Antwort des Bundesrates überzeugt.

Nebenbei sei doch erwähnt, dass ich etwas erstaunt bin, dass wir dem Bundesrat in Artikel 20 die alleinige Kompetenz erteilen, darüber zu entscheiden, wie die Zusammenarbeit von Bund, Kantonen, Berggebieten und ländlichem Raum organisatorisch sichergestellt wird. Bei der Agglomerationskonferenz basiert diese Zusammenarbeit auf einer Vereinbarung zwischen den verschiedenen Akteuren.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: La commission n'a pas du tout parlé de cette question. Il m'est donc difficile de vous donner sa position. Cependant, à titre personnel, je dois dire que les arguments avancés par Monsieur Stadler me paraissent assez convaincants, et je ne crois pas que ce soit un immense problème d'adopter sa proposition.

Deiss Joseph, Bundesrat: Wenn ich dazu beitragen kann, das Erstaunen von Herrn Stadler abzubauen, kann ich mich mit seinem Antrag einverstanden erklären und ihm auch mit-

teilen, dass diese Überprüfung im Falle der Agglomerationskonferenz im nächsten Jahr stattfinden wird. Also sind seine Aussichten auf Erhöhung zeitlich nicht so weit weg.

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Fetz

Abs. 1

.... Regionalentwicklung. Dessen Mittel werden zu höchstens zwei Dritteln für Massnahmen der strukturellen Entwicklung nach den Artikeln 4, 5 und 7 und zu mindestens einem Drittel für Massnahmen nach Artikel 6 eingesetzt.

Art. 21

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Fetz

Al. 1

... la présente loi. Les ressources de ce fonds sont utilisées à hauteur de deux tiers au plus pour les mesures de développement structurel visées aux articles 4, 5 et 7 et à hauteur d'un tiers au moins pour les mesures visées à l'article 6.

Fetz Anita (S, BS): Mein Antrag zu Absatz 1 möchte die Mittel für die sogenannten Interreg-Projekte sichern. In Artikel 6 dieses Gesetzes wird ja explizit die grenzüberschreitende Zusammenarbeit als förderungswürdig genannt. Diese Interreg-Projekte sind für die Entwicklung der Grenzregionen wichtig. Bereits in der Vernehmlassung haben sich einige Kantone kritisch geäussert, weniger zur Konzeption der neuen Regionalpolitik als vielmehr zur Verteilung der Mittel im Regionalfonds. Die Befürchtung vor allem der Grenzregionen ist, dass die Unterstützung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit vom Bund her wegfällt, wenn sie in Grenzkantonen mit starker Wirtschaftskraft anfällt. Zwar wird in Artikel 6 diese Zusammenarbeit genannt, aber in der Reduktion der Mittel – wir nehmen ja auch gleichzeitig eine Reduktion der Mittel in der Regionalpolitik vor – wird die Gefahr gesehen, dass die Interreg-Projekte nicht mehr oder nur alibihaft unterstützt werden. Davon betroffen ist längst nicht nur die Region Nordwestschweiz, wie Sie jetzt vermuten, sondern auch die Region Lac Léman sowie der Bodenseeraum; dort werden natürlich solche Interreg-Projekte intensiver gemacht.

Ich beantrage Ihnen deshalb, beim Regionalfonds, der in Artikel 21 geregelt wird, eine Aufteilung der Mittel ins Gesetz aufzunehmen, die mir fair erscheint. Ich schlage Ihnen vor, dass zwei Drittel für die Massnahmen nach den Artikeln 4, 5 und 7 dieses Gesetzes – das sind alles Massnahmen zur Unterstützung der strukturschwachen Gebiete – verwendet werden, dass aber ein Drittel für grenzüberschreitende Zusammenarbeit bewahrt wird. Sonst ist die Gefahr gross, dass die wichtigen Interreg-Projekte in den Grenzkantonen nicht mehr finanziert werden können.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Je m'exprime uniquement sur la proposition Fetz pour vous inviter, au nom de la commission, à la rejeter, avec les arguments suivants.

1. La loi fédérale sur la politique régionale est une loi-cadre, et je crois que prévoir dans une loi-cadre des répartitions précises de fonds, en termes de pourcentage, n'est pas une très bonne idée.

2. Les montants investis dépendront naturellement aussi des projets qui sont déposés ou qui ne le sont pas, de sorte qu'il est relativement difficile aujourd'hui de prévoir un mécanisme de répartition financière trop rigide sans que cela pose à l'avenir des problèmes au moment de l'application.

3. Je perçois – et la discussion d'aujourd'hui l'a bien montré – qu'il existe un certain nombre de craintes – re-

layées d'ailleurs aussi par Madame Fetz – que la coopération transfrontalière ne soit un peu le parent pauvre de la politique régionale – si on peut le dire comme cela – et ces craintes ont été exprimées. Il était important que cela puisse être dit. Il revient maintenant au Conseil fédéral et aux cantons d'y répondre.

La commission est d'avis qu'une telle répartition, en tout cas, ne devrait pas être directement intégrée dans la loi.

Avec ces arguments, je vous invite à rejeter la proposition Fetz.

Maissen Theo (C, GR): Ich könnte dem Antrag Fetz zustimmen, wenn dann innerhalb dieses Drittels die Anteile nach Länge der Landesgrenze der einzelnen Kantone verteilt würden. (*Heiterkeit*) Ich bin unverdächtig, wenn ich gegen diesen Antrag spreche, weil vermutlich der Kanton Graubünden eine der längsten Landesgrenzen hat und zugleich meines Wissens der einzige Kanton ist, der Land hat, das an drei Staaten angrenzt.

Warum ich Sie bitte, dem Antrag Fetz nicht zuzustimmen: Es ist eine Erfahrung, dass wir in der aktuellen Situation schlecht handlungsfähig sind, wenn wir schon einen Fonds haben, der begrenzt ist, und wir dann noch innerhalb dieses Fonds Regeln aufstellen, die fix sind. Es kann in einem oder zwei Jahren einmal sein, dass durchaus die Hälfte für Interreg-Projekte gebraucht würde, aber ein anderes Mal die Projekte nicht vorhanden sind, dass man diesen Drittel ausschöpfen kann. Ich bin für Spielräume im Verwaltungshandeln und denke, dass es keinen Sinn macht, wenn wir zusätzliche Regelungen einführen.

Ich bitte Sie also, den Antrag Fetz abzulehnen.

Deiss Joseph, Bundesrat: Im Sinne des Kommissionssprechers möchte ich Sie bitten, keine solchen Vorschriften in dieses Rahmengesetz aufzunehmen. Das würde dem künftigen Fonds die Flexibilität des Mitteleinsatzes schon jetzt nehmen. Sie werden ja über diese Fragen entscheiden müssen, wenn das Mehrjahresprogramm und der Finanzrahmen festgelegt werden. Das ist der richtige Zeitpunkt, um diese Fragen dann zu beantworten.

Der zweite Grund: Wir sind derzeit mit den Kantonen an der Arbeit, die Grundlagen für diese Botschaft auszuarbeiten. Wenn wir die sieben Kantonsvertreter in dieser Arbeitsgruppe durchgehen, stellen wir fest, dass fünf davon gleichzeitig grenzüberschreitende Interessen wahrnehmen. Dazu kommt noch eine Vertreterin der Regio Basiliensis. Die Interessen des Programms Interreg sind somit gebührend oder sogar überdurchschnittlich vertreten.

Schliesslich würden Sie mit der Annahme des Antrages Fetz nun doch sehr massive Änderungen im Vergleich zur heutigen Situation beschliessen. Das mag vielleicht gerechtfertigt sein; aber Sie werden zugestehen, dass dies zuerst überlegt werden muss. Das gegenwärtige Verhältnis zwischen Interreg und dem Rest beträgt etwa 10 zu 90. Hier würde man das Interreg-Programm mehr als verdreifachen. Ich glaube, einen derartigen Schritt darf man nicht so leicht tun.

Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Fetz abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission offensichtliche Mehrheit

Für den Antrag Fetz Minderheit

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 38 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 22–25*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 26***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Marty Dick, Berset, Leuenberger-Solothurn)

Abs. 3

Streichen

Art. 26*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Marty Dick, Berset, Leuenberger-Solothurn)

Al. 3

Biffer

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Je me trouve dans la situation un peu particulière de devoir argumenter pour la majorité, alors que, vous l'aurez vu, j'ai signé la proposition de la minorité. Je vais donc essayer maintenant de vous retransmettre le plus fidèlement possible la position de la majorité de la commission.

La majorité de la commission a estimé qu'une limitation à huit ans de la validité de la loi était justifiée. Elle a pris cette décision notamment pour quatre raisons.

1. Il faut lire cet article en lien avec l'article 18 dont nous avons déjà parlé, qui porte sur l'évaluation du programme pluriannuel. La commission a estimé que ce qui comptait véritablement, c'était d'avoir, au moment de se prononcer sur la poursuite ou non de la nouvelle politique régionale, des informations fiables sur l'état de la situation.

2. La commission a estimé qu'une limitation dans le temps permet de maintenir une certaine pression et un certain suivi sur l'application et l'évolution de la politique régionale. Il importe que ce suivi soit efficace, ce que la commission veut atteindre avec une limitation de la durée de la loi.

3. La commission a également retenu l'argument de la politique financière. Une limitation de la loi dans le temps garantit que la question de la politique régionale et des montants qui y sont investis se pose de nouveau dans huit ans.

4. Jusqu'à aujourd'hui, les instruments de la politique régionale ont toujours été limités dans le temps. Ce qui a bien fonctionné jusqu'à aujourd'hui n'a pas de raison d'être changé. Donc, la loi peut aussi être limitée dans le temps à l'avenir.

Je récapitule. Premièrement, c'est surtout l'article 18 et le fait qu'on ait une bonne évaluation de la validité qui compte, avant de se prononcer sur la prorogation ou non de la loi. Deuxièmement, il faut maintenir une certaine pression. Troisièmement, il est bon de se repencher périodiquement sur les moyens qui sont investis dans la politique régionale. Quatrièmement, une limitation ayant prévalu jusqu'à aujourd'hui, elle peut aussi fonctionner à l'avenir.

Voilà les principaux arguments qui ont incité la majorité de la commission à accepter le projet du Conseil fédéral.

Marty Dick (RL, TI): Les arguments qu'a donnés le rapporteur paraissent logiques, mais il doit bien avoir d'autres arguments, vu que lui-même adhère à la proposition de la minorité.

En fait, je crois qu'il y a un problème de fond sur la façon de légiférer. Je crois que toutes les politiques doivent être soumises à vérification, et on ne comprend franchement pas pourquoi, dans une loi-cadre sur la politique régionale, on in-

trouvé cette limitation temporelle alors qu'on ne le fait pas, par exemple, pour la loi sur l'agriculture ou pour d'autres lois sociales où tout le contexte social est en mouvement et où il faudrait aussi une vérification périodique de l'efficacité de la législation.

On n'est pas en train de parler de la limitation dans le temps des instruments financiers, comme par exemple le crédit-cadre pour le tourisme ou pour l'OSEC; on est en train de parler de la validité même de la loi, qui deviendrait caduque automatiquement après huit ans. C'est une façon de légiférer que l'on a utilisée seulement dans des situations particulières, jusqu'à présent. Il est vrai que récemment, les dispositions sur les hooligans ont été limitées dans le temps, mais c'était en prévision de l'Euro 2008. On sait parfaitement que ces dispositions sont partiellement contraires à la Constitution. On l'a fait avec l'arrêté Bonny, mais c'était dans une situation de crise – je pense notamment à la crise horlogère. Je ne connais aucune autre loi-cadre qui prévoit qu'après un certain nombre d'années, la loi tombe si on n'en élabore pas une nouvelle. Comme système législatif, ça pourrait être envisageable, mais alors, que l'on introduise un concept pour l'ensemble des lois-cadres, et pas seulement dans cette situation-ci. Je crois qu'il y a ici un choix idéologique alors qu'avant tout, il faudrait choisir un concept, ce que le Conseil fédéral n'a pas fait. Il motive très succinctement dans le message cette limitation dans le temps; c'est une motivation qui pourrait valoir pour toutes les lois fédérales.

Lombardi Filippo (C, TI): Ich werde auch für die Minderheit Marty Dick stimmen. Wenn wir hier der Mehrheit und dem Bundesrat folgen würden, würden wir tatsächlich eine Ungleichbehandlung der Gesetze machen. Weshalb muss nur dieses Gesetz befristet sein und überprüft werden? Dass die Mehrjahresprogramme überprüft werden müssen, ist klar, das liegt in der Natur der Sache. Aber die Vision der Regionalpolitik als solche, die Vision einer Schweiz, die ihre schwachen Regionen unterstützt, kann nicht befristet sein.

Ich bin ganz entschieden für den Antrag der Minderheit und ersuche Sie, diese auch zu unterstützen.

Deiss Joseph, Bundesrat: Der Bundesrat ist der Meinung, dass es richtig ist, periodisch die Grundsätze der Regionalpolitik zu überprüfen. Durch diese Befristung wird das automatisch ausgelöst, deshalb hat der Bundesrat diese acht Jahre vorgeschlagen. Er wollte damit auch jenen wenigstens teilweise entgegenkommen, die gegenüber der Regionalpolitik Bedenken aussprechen, und er wollte dadurch, dass er diese Politik zeitlich befristet, zeigen, dass es nicht eine Strategie ist, die ein für alle Mal akzeptiert ist und die nicht erneuert werden muss. Wir hatten ja bis jetzt befristete Gesetze, und Sie sehen, dass die Diskussion, die wir zur Erneuerung führen mussten, eigentlich positiv war. Deshalb bitte ich Sie, dem Bundesrat zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 20 Stimmen

*Mit Stichentscheid des Präsidenten**wird der Antrag der Mehrheit angenommen**Avec la voix prépondérante du président**la proposition de la majorité est adoptée***Aufhebung und Änderungen bisherigen Rechts
Abrogation et modifications du droit en vigueur****Ziff. I, II***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I, II*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes 37 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte*Antrag Stadler*

Das Postulat 03.3136 nicht abschreiben

*Proposition du Conseil fédéral*Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales*Proposition Stadler*

Ne pas classer le postulat 03.3136

*Angenommen gemäss Antrag Stadler**Adopté selon la proposition Stadler*

06.022

**Internationale Arbeitskonferenz.
92. und 93. Tagung****Conférence internationale du Travail.
92e et 93e sessions***Erstrat – Premier Conseil*Bericht des Bundesrates 15.02.06 (BBI 2006 3199)
Rapport du Conseil fédéral 15.02.06 (FF 2006 3099)Bericht SGK-SR 25.04.06Rapport CSSS-CE 25.04.06

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Es liegt ein schriftlicher
Bericht der Kommission vor. Sie beantragt einstimmig, vom
Bericht Kenntnis zu nehmen.*Vom Bericht wird Kenntnis genommen**Il est pris acte du rapport*

06.019

**Zolltarifarisches Massnahmen 2005/II.
Bericht****Tarif des douanes. Mesures 2005/II.
Rapport***Zweitrat – Deuxième Conseil*Bericht des Bundesrates 15.02.06 (BBI 2006 2529)
Rapport du Conseil fédéral 15.02.06 (FF 2006 2467)Bericht APK-SR 30.03.06Rapport CPE-CE 30.03.06

Bericht APK-NR 11.04.06

Rapport CPE-CN 11.04.06

Nationalrat/Conseil national 15.06.06 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.06 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Stähelin Philipp (C, TG), für die Kommission: Heute ist es das letzte Mal, dass wir den Bericht des Bundesrates über die zolltarifarischen Massnahmen ein zweites Mal im Jahr entgegennehmen und die entsprechenden Verwaltungsänderungen des Bundesrates genehmigen. Aus Spargründen wird dies künftig nur noch einmal jährlich im Rahmen des Berichtes über die Aussenwirtschaftspolitik geschehen. Sie erinnern sich, dass wir dies bereits so beschlossen haben. Dass dieses «historische» Ereignis auch mit dem Umstand zusammenfällt, dass Herr Bundesrat Deiss diesen Bericht zum letzten Mal präsentiert, ist hingegen zufällig. Immerhin enthält auch dies insofern eine historische Komponente, als die getroffenen Massnahmen in einem Umfeld stattfinden, das aufzeigt, wie die Landwirtschaft sich zu bewegen beginnt.

Eine weitere generelle Bemerkung: Diese Verwaltungsanpassungen unterliegen in der Schweiz der parlamentarischen Genehmigung. Wir haben das gemeinsam mit dem amerikanischen Kongress: Über die Zollhoheit entscheidet historisch das Parlament. Es ist dies eine der Ausdrucksformen der staatlichen Souveränität, die in ihrer Entscheidebene durchaus auch beibehalten werden soll.

In der Sache selbst handelt es sich beim heutigen Beschluss allerdings um wenig Weltbewegendes. Es geht um folgende Massnahmen: eine Senkung der Schwellenpreise für Futtermittel zur Niveau-Erhaltung der Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Landwirtschaft; eine Kompensation der Einfuhrzölle auf Zucker zum Ausgleich der Senkung der Garantiefondsbeiträge für die Pflichtlager; Anpassungen bezüglich der Nachfragestruktur beim Zollkontingent für Vögeleier in der Schale, ohne Änderung der Gesamtmenge; einen Ausgleich der inländischen Versorgungslücke bei der Butter; eine Erhöhung des Teilzollkontingents Kartoffeln um 600 Tonnen als Ausgleich für den starken Virusbefall bei Saatkartoffeln. Sie sehen, womit wir uns beschäftigen. Ihre Kommission hat diese Massnahmen geprüft und für zweckmässig befunden.

Sie beantragt Ihnen Zustimmung zum Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifarischen Massnahmen. Zur Detailberatung des Bundesbeschlusses habe ich keine weiteren Bemerkungen.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen**Il est pris acte du rapport**Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**L'entrée en matière est décidée sans opposition*